

Programmes des activités sectorielles
Service des employés et travailleurs intellectuels

Bureau de statistique

Documents de travail

**Statistiques de l'emploi dans le secteur public:
Méthodologie, structures et tendances**

par **Messaoud Hammouya**

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL GENÈVE



Bureau de statistique

Documents de travail

Statistiques de l'emploi dans le secteur public: Méthodologie, structures et tendances

par Messaoud Hammouya, Bureau de statistique, BIT

**Les documents de travail sont des documents préliminaires
à distribution restreinte destinés principalement
à stimuler la discussion et l'analyse critique**

Copyright © Organisation Internationale du Travail 1999

Les publications du Bureau International du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Service des publications (Droits et licences), Bureau International du Travail, CH 1211 Genève 22, Suisse. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

ISBN 92-2-211785-9

Première édition 1999

Les désignations utilisés dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et les présentations des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau International du Travail aucune prise de position de la part du Bureau International du Travail quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau International du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou de tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau International du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau International du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau International du Travail, CH 1211 Genève 22, Suisse.

Avant-Propos

Le présent document de travail est le résultat d'une étude interdépartementale menée conjointement par le Service des employés et travailleurs intellectuels du Département des activités sectorielles et le Bureau de statistique du Bureau international du travail (BIT).

La première version de ce document a été présentée comme une contribution à l'information statistique sur l'emploi dans le secteur public lors de la *Réunion paritaire sur la mise en valeur des ressources humaines dans la fonction publique dans le cadre de l'ajustement structurel et de la transition*, qui s'est tenue au siège du BIT, à Genève, du 14 au 18 décembre 1998¹. Elle a été une première étape pour répondre à la demande de la Réunion paritaire de 1995 sur "*l'incidence de l'ajustement structurel dans les services publics (efficacité, amélioration de la qualité des services et des conditions de travail)*"², afin de mettre au point des statistiques comparables et utiles sur le plan international.

Les débats lors de la Réunion paritaire de 1998 ont reflété un grand intérêt et une attente générale à ce sujet; avec ce document, l'étude est désormais accessible à un cercle plus large de lecteurs. Les commentaires et suggestions seront les bienvenus et pourront être adressés au Bureau de statistique du BIT, 24 route des Morillons, CH-1211 Genève 22, Suisse. (E-mail: hammouya@ilo.org, hoffmann@ilo.org, Fax: +41 22 799 6957).

Le BIT est redevable aux services statistiques nationaux dont la collaboration a permis de collecter des statistiques sur l'emploi dans le secteur public en répondant au questionnaire du BIT établi à ce sujet ou en fournissant des rapports ou des données sous forme de tableaux se rapportant à des enquêtes ou à d'autres sources. Une partie des informations disponibles est publiée dans ce document.

K. Ashagrie
Directeur
Bureau de statistique

V. Klotz
Chef
Service des employés
et travailleurs intellectuels

Juillet 1999

¹ BIT, Rapport soumis au fins de discussions et Note sur les travaux (documents JMPS/1998 et JMPS/1998/8).

² BIT, Rapport final (document JMPS/1995/10).

Tables des matières

Avant-propos	iii
Introduction	1
1. Méthodologie pour une collecte de données comparables	2
1.1 Contexte	2
1.2 Concept et définitions	3
1.3 Questionnaire de l'enquête	4
2. Résultats de la collecte des données	5
2.1 Etat des réponses	5
2.2 Graphiques et tableaux de données	7
2.2.1 Structures de l'emploi dans le secteur public	7
Part de l'emploi public dans l'emploi total	7
L'emploi des femmes dans le secteur public	9
L'emploi public par niveau d'administration	4
L'emploi public par secteur d'activité	18
2.2.2 Tendances de l'emploi public	23
Variation de l'emploi public et de l'emploi total	23
Variation de l'emploi public et de l'emploi dans les services fournis à la collectivité	31
Annexe 1: Liste des pays et territoires figurant dans la Base de Données des statistiques de l'Emploi dans le Secteur Public (BDESP)	37
Annexe 2: Questionnaire sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public	39
Annexe 3: Liste des documents sectoriels	57

Introduction

A travers le monde, l'importance du secteur public est une réalité sociale et économique incontestable; plus de 450 millions³ de personnes y travaillent directement dont au moins 200 millions dans les administrations publiques. En dépit de toutes les "turbulences" passées et actuelles, la part mondiale de l'emploi public dans l'emploi total mondial demeure importante et se situe autour de 30%. Aujourd'hui, la part de l'emploi public dans les pays développés à économie de marché avoisine les 22% de l'emploi total; elle se situe autour de 40% dans les pays en transition et elle varie de 5% à plus de 30% dans les pays en développement selon les niveaux d'évolution économique et le rôle de l'Etat dans la production de biens et services.

Ces dernières années, les effets de la mondialisation, de la réduction des dépenses publiques liées à l'ajustement structurel et du passage à l'économie de marché ont entraîné des modifications profondes de niveaux et de structures de l'emploi public dans beaucoup de pays. L'ampleur et les modalités des transformations observées varient d'un pays à un autre. La disponibilité de statistiques comparables sur l'emploi dans le secteur public font grandement défaut à l'analyse et l'action sur les effets de l'ajustement structurel et de la transition ainsi que sur la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur public.

Le rapport final de la Réunion paritaire de 1995 sur "*l'incidence de l'ajustement structurel dans les services publics*" a recommandé à l'Organisation internationale du travail (OIT) de "*mettre au point des statistiques sur le secteur public comparables et utiles sur le plan international, à l'intention des pays qui souhaitent développer leur propre capacité d'analyse et d'application des informations aux besoins nationaux*". L'enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, effectuée par le Bureau de statistique du Bureau international du travail (BIT) en août 1998, s'inscrivait dans le sens de cette recommandation.

Cette enquête est la première dans son genre effectuée par le BIT au niveau global. Les données statistiques reçues des organismes nationaux de statistiques et collectées par source documentaire concernent plus de 80 pays et territoires membres de l'OIT et se rapportent à l'emploi public par sexe, par niveau d'administration, par type d'institution et par type d'activité économique. L'objectif de l'enquête était limité à tester la possibilité de constituer une base de données sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public.

Bien que les résultats de l'enquête montrent que peu de pays ont fourni des données qui correspondent aux données requises, il existe une réelle opportunité de collecte de données de ce type. Il serait souhaitable de la renouveler périodiquement et d'élargir son champ à d'autres caractéristiques de l'emploi comme les salaires, la durée de travail ou la formation entre autres. Ainsi, une source précieuse d'informations statistiques internationales sur l'emploi dans le secteur public serait constituée et mise à jour.

Le présent document est développé en deux points. Le premier "Méthodologie pour une collecte de données" décrit le contexte de l'enquête, examine les définitions et les concepts et présente la démarche suivie pour l'établissement du questionnaire. Quant au second point

¹ Estimation faite à partir des données de l'enquête décrite dans ce document.

“Résultats de l’enquête”, il synthétise les données fournies par les pays sur les structures et les tendances de l’emploi dans le secteur public sous forme de tableaux et de graphiques.

3. Méthodologie pour une collecte de données comparables

Le Bureau de statistique du BIT a entrepris depuis 1997 une démarche pragmatique en vue d’explorer la possibilité de constituer une base de données internationales sur les statistiques de l’emploi dans le secteur public. Cette démarche fait suite à l’expérience de collaboration avec le Service de la gestion publique (PUMA) de l’OCDE, concrétisée en 1994 par une publication intitulée “*Sources statistiques sur l’emploi dans le secteur public*” (BIT/OCDE, Paris 1994). Le travail se fait en collaboration avec le Service des employés et travailleurs intellectuels (TRAVINT) du Département des activités sectorielles du BIT, et s’inscrit plus largement dans le processus de mise à disposition de statistiques de l’emploi dans le secteur public entamé par d’autres organisations internationales, notamment la Banque mondiale² et l’OCDE³.

Il existe peu de tentatives de confrontation des méthodes et des chiffres afin d’améliorer la collecte de données et d’obtenir des champs de l’emploi public aussi larges et comparables que possible.

1.1 Contexte

En juillet 1997, le Bureau de statistique a effectué une première enquête, principalement auprès des organismes nationaux de statistiques des Etats membres de l’OIT, dans le but d’établir un inventaire des différentes sources et méthodes statistiques nationales sur l’emploi dans le secteur public. L’examen des résultats préliminaires de cette enquête montre une très grande diversité dans la manière dont ont été appréhendés les niveaux et les structures de l’emploi dans le secteur public. De cette diversité, il ressort quelques constatations principales à prendre en compte pour toute réflexion susceptible d’aboutir à des comparaisons internationales. Ces constatations sont les suivantes:

- S Dans la plupart des pays, au moins deux institutions nationales sinon plus élaborent des statistiques sur l’emploi public.
- S Au sein même de ces institutions divers types de sources de données coexistent.
- S Le champ du secteur public est défini par un ensemble d’institutions publiques selon des critères choisis par le pays et tous les types d’emplois et/ou les statuts des personnes employées ne sont pas nécessairement pris en compte.
- S Ce que couvre le champs du secteur public varie d’un pays à un autre, et souvent dans un même pays d’une institution à une autre. Habituellement, les définitions sont

² *World Development Report, 1997* et “An International Statistical Survey of Government Employment and Wages”, *Policy Research Working paper, No. 1806, August 1997*.

³ “Measuring Public Employment in OCDE Countries: Sources, Methods and Results”, *Working paper, OCDE/GD(97)232*.

déterminées par les législations nationales et reflètent les développements historiques de l'Etat et de l'évolution des statuts des institutions publiques .

- S Le recours à des définitions internationales normalisées du secteur public est très limité.
- S Très peu de pays effectuent des enquêtes périodiques et spécifiques à l'emploi public. Généralement les données collectées sur l'emploi public constituent un sous-ensemble de données collectées lors d'enquêtes nationales (recensement, enquête sur la main d'oeuvre, etc.) ou proviennent de la combinaison de différentes sources administratives (fichiers de paie, des assurances, etc.).

De ces constatations, il résulte qu'on doit s'entourer de précautions pour comparer les statistiques de l'emploi public et que la difficulté principale liée à la comparabilité des données réside dans la définition même du secteur public. Les définitions nationales varient d'un pays à un autre et présentent le risque de ne pas être stables dans le temps; d'où l'avantage d'utiliser des définitions internationales communes.

1.2 Concept et définitions

Le concept international le plus important du secteur public est contenu dans le "Système de comptabilité national"⁴ (SCN 93) .

Deux critères majeurs sont annoncés dans le SCN 93 pour définir d'une manière précise "les administrations publiques" et plus largement le secteur public; ce sont les critères "*marchand/non marchand*" et "*contrôle et financement*". L'application simultanée de ces deux critères à toute activité de production de biens ou services trace la frontière entre le public et le privé. Et pour plus de clarté et de transparence dans la définition, il y est fait une distinction entre les niveaux institutionnels d'administration; on y distingue trois niveaux: *central*, *Etats fédérés* (ou régional) et *local*.

Le *secteur public* est défini alors comme l'ensemble des activités marchandes ou non marchandes, gérées à chaque échelon institutionnel, contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics. Il est composé d'un secteur des administrations publiques et d'un secteur des sociétés publiques (figure a, page 4).

Le *secteur des administrations publiques* est constitué de toutes les unités d'administration publique, des caisses de sécurité sociale et des institutions publiques ou privées sans but lucratif non marchandes contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics.

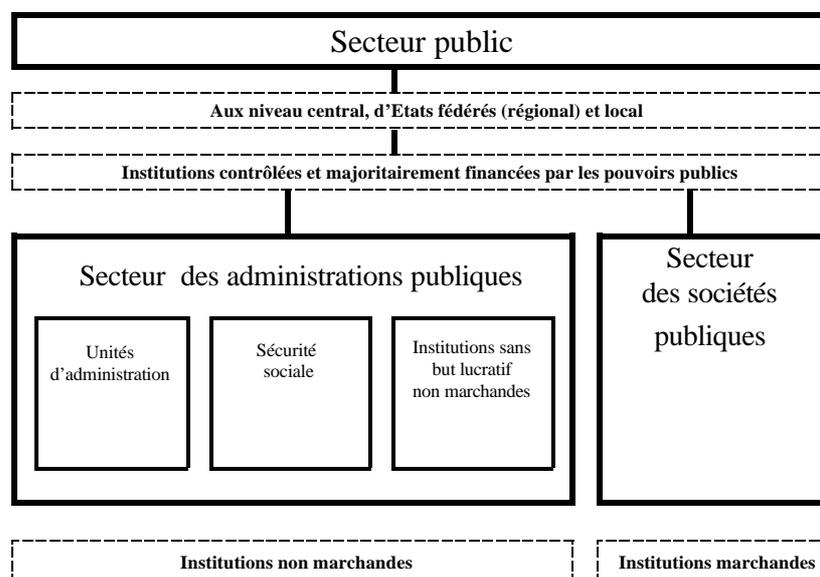
Le *secteur des sociétés publiques* comprend toutes les unités institutionnelles qui produisent pour le marché et sont contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics.

⁴ "Système de comptabilité nationale", Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993.

A l'Annexe 2, page 39, dans les "instructions générales" du questionnaire, les définitions sont décrites avec plus de détail.

Figure a:

Le secteur public selon le SCN 93



1.3 Le questionnaire de l'enquête

Le questionnaire a été conçu en tenant compte des constatations citées ci-dessus et des pratiques nationales de collecte de données.

Descriptif du questionnaire

Le questionnaire est composé de quatre tableaux, d'un ensemble d'instructions pour compléter les tableaux et d'une annexe reproduisant un extrait du chapitre IV "Unités institutionnelles et secteur" du Système de comptabilité nationale 1993. Il a été établi en anglais, en français et en espagnol.

Les deux premiers tableaux (Tableau 1A "total" et Tableau 1B "femmes") sont relatifs aux données de l'emploi public par type d'institution et par niveau d'administration, ainsi qu'à l'emploi privé.

Les deux autres tableaux (Tableau 2A "total" et Tableau 2B "femmes"), concernent les données de l'emploi public par activité économique selon la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI Rév.2 ou CITI Rév.3).

Dans chacun des tableaux, il a été demandé de fournir les données pour quatre années: la dernière année disponible et les années 1995, 1990 et 1985, ou des années proches de celles-ci. Il a été également demandé d'indiquer le type de source et l'unité de mesure des données.

Les choix effectués

1. Les tableaux 1A et 1B sont une traduction fidèle de la seule définition internationale normalisée du secteur public, la définition contenue dans le SCN 1993: chaque type d'institution est représenté par une rubrique du tableau.
2. Les classifications CITI Rév. 2 et Rév. 3 ne font pas de distinction comme le SCN 93 entre les secteurs public et privé; en revanche, chacune d'elles identifie un champ limité du secteur public, le champ "*Administration, Défense nationale et Sécurité sociale obligatoire*" qui correspond respectivement à la catégorie 91 de la CITI Rév. 2 et à la catégorie L de la CITI Rév. 3. Le choix d'ajouter 2 tableaux selon ces classifications a été motivé par les deux raisons suivantes:
 - Dans certains pays, il n'existe que des données de l'emploi public ventilées selon la CITI Rév. 2 ou Rév. 3; la collecte de ces données n'est pas encore liée aux définitions du SCN 93.
 - Les données de l'emploi public par activité économique rendent plus visibles les changements structurels et les conséquences des privatisations dans le secteur public.
3. De par leur responsabilité de la totalité du système national de statistiques, de leur technicité et du fait qu'ils publient à un intervalle régulier des données, les organismes nationaux de statistiques sont les mieux armés pour collecter les données ou faire suivre le questionnaire à l'institution susceptible de le compléter; c'est donc à eux que le questionnaire a été envoyé.

2 Résultats de la collecte de données

2.1 L'état des réponses

Le BIT a commencé à recevoir les réponses au questionnaire au début du mois de septembre 1998. Fin novembre 1998, 77 pays et territoires membre de l'OIT ont répondu au questionnaire. Une vingtaine de pays ont fait la promesse de répondre prochainement.

Sur un total de 216 questionnaires envoyés, le taux de réponse est approximativement de 36%. Ce taux aurait pu être plus élevé si le délai de retour du questionnaire - qui était fixé à un mois - avait été plus long et si le but du questionnaire avait été autre qu'un test. Toutefois, comparativement à d'autres enquêtes de même nature, ce taux de réponse est relativement bon.

Sur les 77 réponses enregistrées, 3 questionnaires étaient inexploitables. A ces données fournies par les pays, ont été ajoutées par source documentaire (publications d'organismes nationaux de statistiques) les données de dix autres pays. Dans l'ensemble, la Base de Données sur les statistiques de l'Emploi dans le Secteur Public (BDESP) contient des données de 84 pays.

Dans le tableau “a”, on remarque que les données proviennent principalement de 4 types de sources de données: enquêtes sur la main d’oeuvre et auprès des établissements, registres administratifs et combinaison de différentes sources.

Tableau a:	Source des données	%
Répartition des réponses par type de source des données	Enquête sur la main d’oeuvre	23
	Enquête auprès des établissements	23
	Registres administratifs	18
	Combinaison de différentes sources	24
	Recensement de population	4
	Non défini	10
	Total	100

S’agissant du type de mesure, la grande majorité des données fournies sont exprimées en nombre de “personne employée”, comme le montre le tableau “b”.

Tableau b:	Unité de mesure	%
Répartition des réponses par unité mesure	Personne employée	75
	Personne sous contrat régulier	2
	Personne travaillant à plein temps	5
	Equivalent à plein temps	4
	Personne salariée	1
	Non défini	13
	Total	100

La majorité des données collectées concernent le “total” de l’emploi public qu’il soit ventilé par type d’institution, par niveau d’administration ou par activité économique. Ce sont les données demandées dans les Tableaux 1A et 2A du questionnaire. Pour les données sur l’emploi des femmes, seulement un pays sur deux a rempli au moins un des tableaux correspondant à ces données (Tableaux 1B et 2B).

Il convient de noter que l’ensemble des pays qui ont répondu au questionnaire, ont fourni des données très récentes et agrégées. Cependant, dans la majorité des réponses au questionnaire peu de données se rapportent à des années antérieures à 1990 et il n’est pas fait directement mention de la définition du secteur public utilisée.

Par conséquent, les données fournies ne permettent pas d’appréhender le développement du secteur public au delà d’une période de 5 à 10 ans pour un grand nombre de pays, et elles sont relativement accordées aux définitions données dans le SCN 93.

2.2 Graphiques et tableaux de données

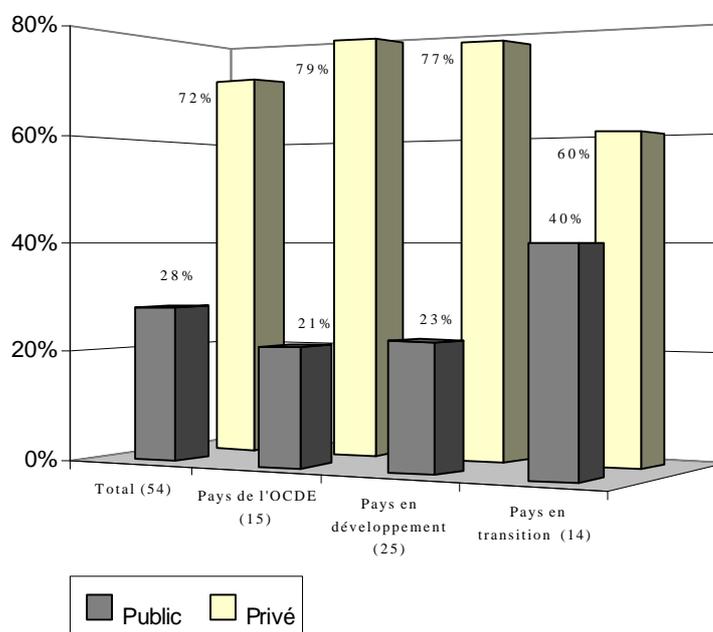
Bien que portant sur 84 pays et territoires, l'examen des données contenues dans la BDSEP permet de relever des caractéristiques générales et actuelles sur les structures et les tendances de l'emploi dans le secteur public par groupes de pays. Plusieurs graphiques et tableaux de données ont été établis pour illustrer ces structures et ces tendances.

2.2.1. Structures de l'emploi dans le secteur public

Part de l'emploi public dans l'emploi total

Les figures 1, 2, 3 et 4 illustrent la part de l'emploi public dans l'emploi total⁵ par pays et pour des années récentes. Les données des graphiques sont tirées de la colonne "Part de l'emploi public dans l'emploi total" du **Tableau 1** "Emploi total et emploi public par sexe", page 12.

Figure 1:
Part de l'emploi public et de l'emploi privé par groupe de pays¹
(Moyenne des pourcentages nationaux)



¹ En parenthèses le nombre de pays considérés

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

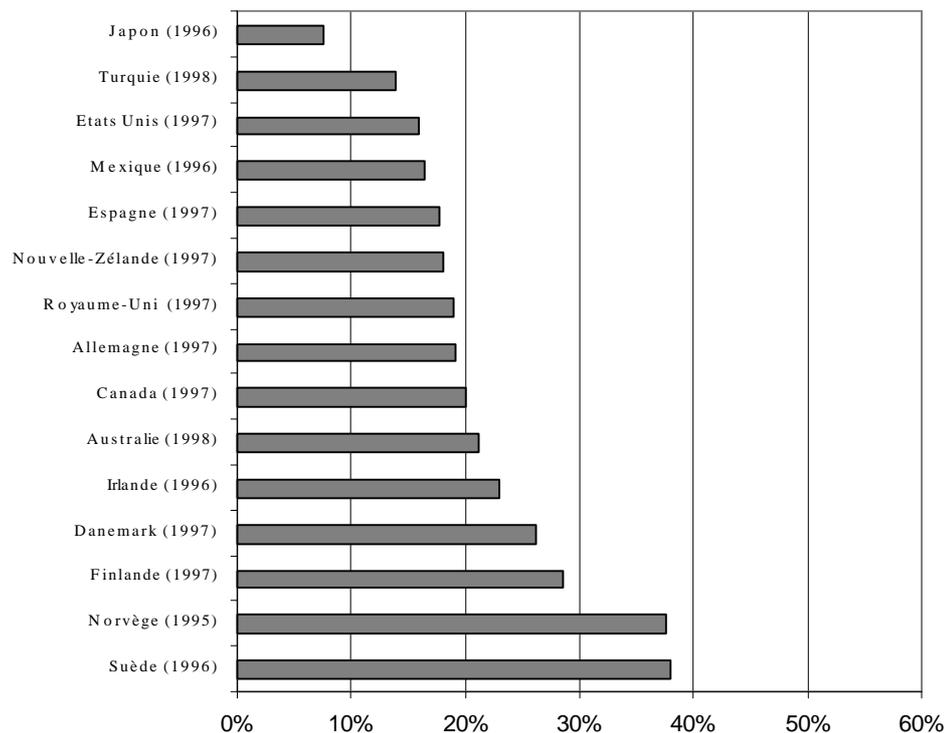
Ces graphiques montrent de grandes différences dans les contributions de l'emploi public à l'emploi total, et par là même une diversité de degrés de la participation des pouvoirs public dans la production de biens et services. Pour les pays pour lesquels on dispose des données, la part de l'emploi public varie de 5% (Philippines) à plus de 55% (Azerbaïdjan et Bélarus).

La part de l'emploi public dans l'emploi total pour les pays de l'OCDE avoisine les 21%; elle se situe autour de 40% pour les pays en transition à l'économie de marché; et pour les pays en développement, elle est très variable: de 5% pour les Philippines à plus de 50% pour l'Inde ou l'Égypte.

⁵ Pour une majorité des pays en développement, l'emploi total correspond à l'emploi formel.

Figure 2:

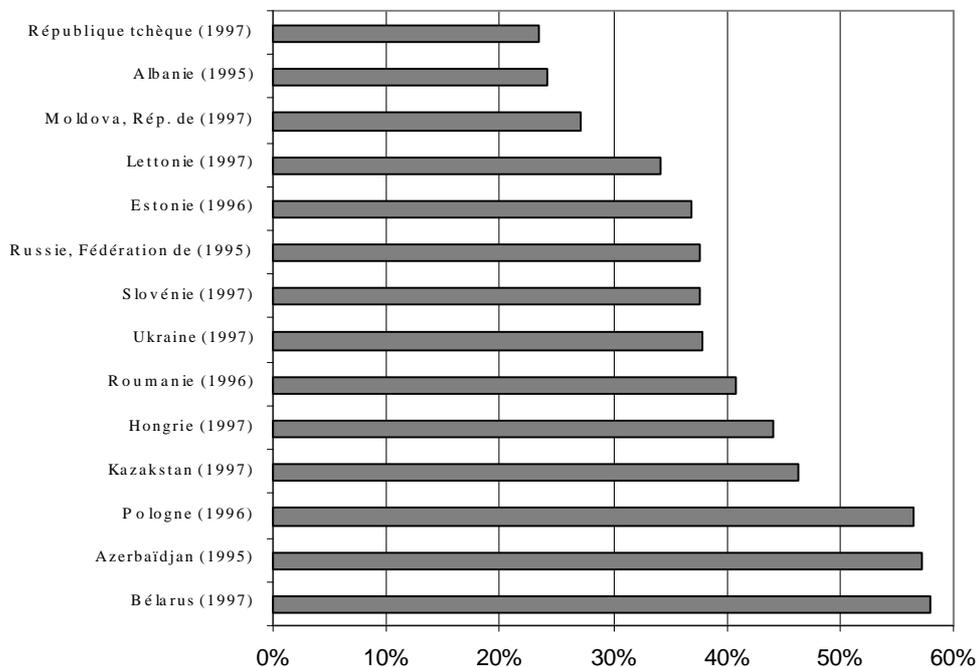
**Part
de l'emploi
public dans
l'emploi total
pour 15 pays
de l'OCDE¹**



¹Par ordre des pourcentages croissants de la part de l'emploi public dans l'emploi total
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

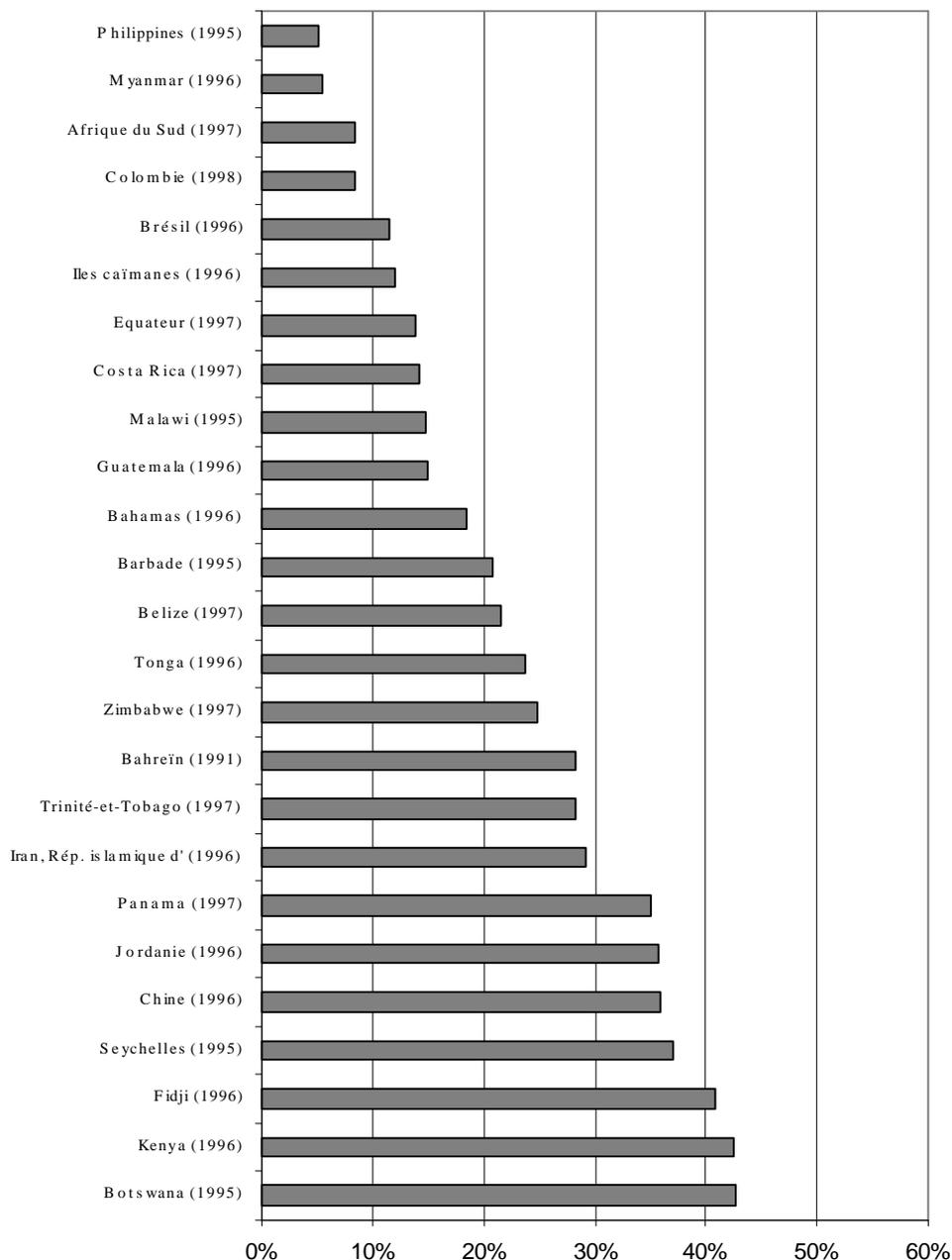
Figure 3:

**Part
de l'emploi
public dans
l'emploi total
pour 14 pays
en transition¹**



¹Par ordre des pourcentages croissants de la part de l'emploi public dans l'emploi total
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 4:
Part de l'emploi public dans l'emploi total pour 25 pays en développement¹



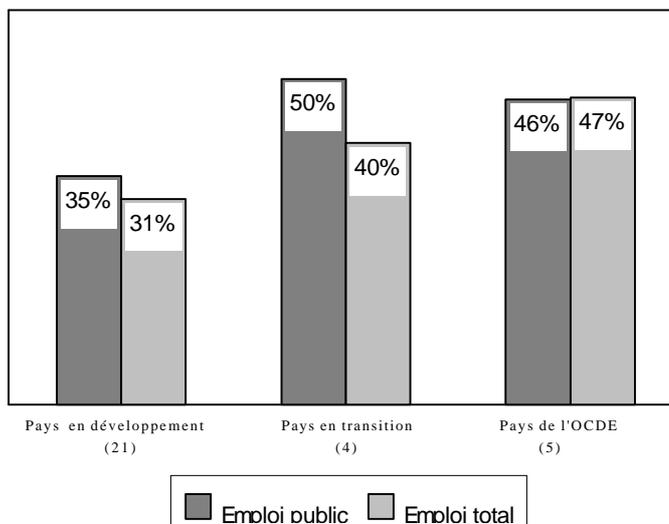
¹Par ordre des pourcentages croissants de la part de l'emploi public dans l'emploi total
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

L'emploi des femmes dans le secteur public

Pour la majorité des pays pour lesquels les données sont disponibles, la figure 5 (page 10) montre que la part de l'emploi des femmes dans l'emploi public est plus élevée que celle dans l'emploi total. On observe aussi que l'emploi public dans les pays en développement (35%) est moins "féminisé" que celui des pays de l'OCDE (50%) ou des pays en transition (46%).

Figure 5:

Part de l'emploi des femmes dans l'emploi total et dans l'emploi public par groupe de pays*
(moyenne des pourcentages nationaux)

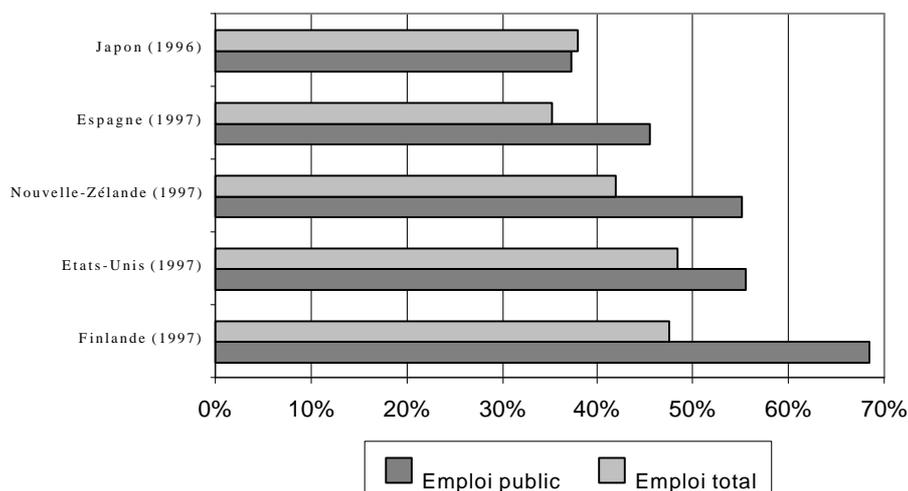


* En parenthèses le nombre des pays considérés.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 6:

Part de l'emploi des femmes dans l'emploi total et dans l'emploi public pour 5 pays de l'OCDE¹

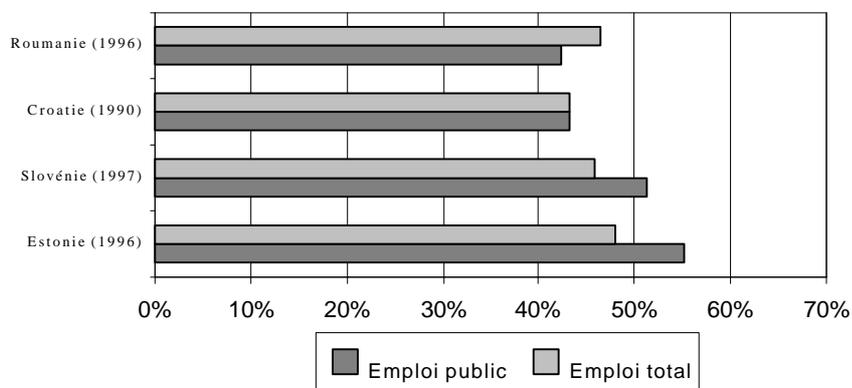


¹Par ordre des pourcentages croissants de la part de l'emploi des femmes dans l'emploi public.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 7:

Part de l'emploi des femmes dans l'emploi total et dans l'emploi public pour 4 pays en transition¹

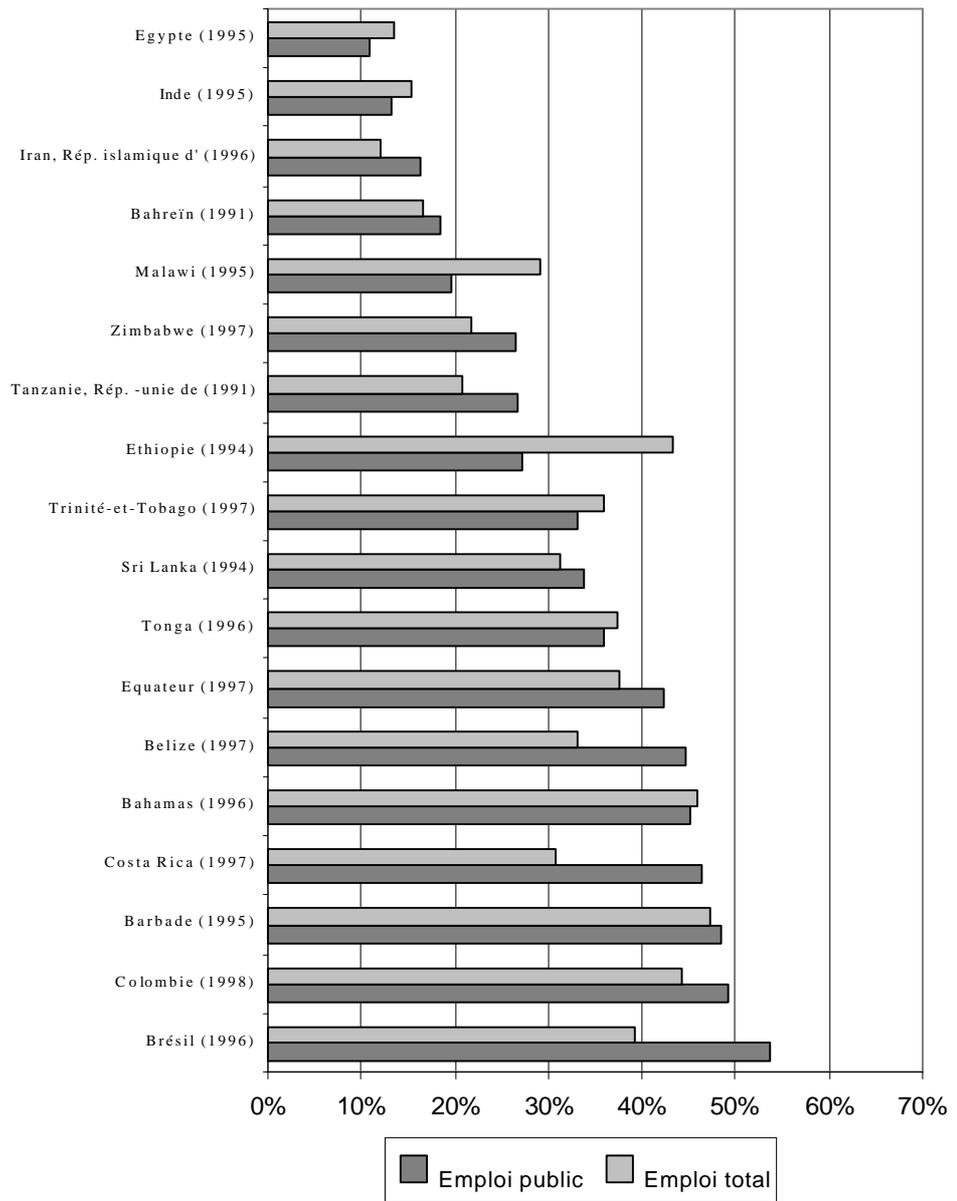


¹Par ordre des pourcentages croissants de la part de l'emploi des femmes dans l'emploi public.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 8:

Part de l'emploi des femmes dans l'emploi total et dans l'emploi public pour 18 pays en développement¹



¹Par ordre des pourcentages croissants de la part de l'emploi des femmes dans l'emploi public.
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Tableau 1: Emploi total et emploi public par sexe

(En milliers)

Pays et territoire	Dernière année disponible	Emploi total			Emploi public			Part de de l'empl. public dans l'empl. total en %
		Total	Femmes	Part des femmes dans total en %	Total	Femmes	Part des femmes dans total en %	
Afrique du Sud	1997	5255.6	..	..	436.8	..	..	8.3
Albanie	1995	1137.9	..	..	275.9	105.3	38.2	24.2
Allemagne	1997	33962.0	..	..	6517.0	..	..	19.2
Australie	1998	6800.4	..	..	1433.7	..	..	21.1
Azerbaïdjan	1995	2837.3	..	..	1622.9	733.6	45.2	57.2
Bahamas	1996	129.8	59.4	45.8	23.9	10.8	45.1	18.4
Bahreïn	1991	212.1	34.9	16.5	60.0	11.1	18.4	28.3
Barbade	1995	110.0	52.0	47.3	22.9	11.1	48.5	20.8
Bélarus	1997	4369.9	..	..	2536.3	..	..	58.0
Belize	1997	45.6	15.1	33.2	9.9	4.4	44.6	21.6
Botswana ¹	1995	233.5	..	..	99.4	39.6	39.9	42.6
Brésil	1996	68040.2	26715.4	39.3	7839.9	4201.1	53.6	11.5
Burkina Faso	1997	..	..	..	49.2	11.4	23.1	..
Canada	1997	13940.6	..	..	2797.8	..	..	20.1
Chine ²	1996	688500.0	..	..	247520.0	..	..	36.0
Chypre	1995	285.1	..	..	47.0	..	..	16.5
Colombie ³	1998	5816.8	2573.7	44.2	487.3	239.3	49.1	8.4
Costa Rica	1997	1227.3	378.1	30.8	174.9	81.2	46.4	14.2
Croatie ⁴	1990	1571.7	677.9	43.1	1509.6	651.4	43.2	96.1
Danemark	1997	3578.0	..	..	938.3	600.1	64.0	26.2
Egypte ⁵	1995	1726.1	233.0	13.5	1206.8	130.1	10.8	69.9
Equateur	1997	3062.2	1152.6	37.6	422.7	178.6	42.3	13.8
Espagne	1997	12764.6	4497.7	35.2	2259.1	1025.4	45.4	17.7
Estonie	1996	645.6	310.2	48.0	238.3	131.6	55.2	36.9
Etats-Unis ⁶	1997	122690.0	59380.0	48.4	19570.0	10859.0	55.5	16.0
Ethiopie	1994	25883.2	11171.9	43.2	711.6	194.4	27.3	2.7
Fidji	1996	110.1	..	..	44.9	10.6	23.6	40.8
Finlande	1997	2170.0	1029.0	47.4	618.0	423.0	68.4	28.5
Gambie	1998	..	..	..	17.3	3.5	20.3	..
Guatemala	1996	852.2	..	..	127.0	..	..	14.9
Hongrie	1997	2194.6	..	..	967.9	..	..	44.1
Ile de Man	1996	33.6	14.9	44.4	7.7	4.0	51.1	23.1
Iles caïmanes	1996	19.4	..	..	2.3	..	..	12.0
Inde ⁷	1995	27987.0	4304.1	15.4	19689.0	2616.3	13.3	70.4
Iran, Rép. islamique d'	1996	14571.6	1765.4	12.1	4258.0	698.3	16.4	29.2
Irlande	1996	1297.0	..	..	297.0	..	..	22.9
Jamahiriya arabe libyenne	1995	1025.1	..	..	678.5	166.0	24.5	66.2
Japon	1996	67781.3	25739.7	38.0	5198.2	1932.7	37.2	7.7
Jordanie	1996	..	..	..	..	..	..	35.8
Kazakstan	1997	12080.1	..	..	5607.8	..	..	46.4
Kenya	1996	1622.3	..	..	689.8	..	..	42.5
Lettonie	1997	1046.0	..	..	357.0	..	..	34.1
Malawi	1995	700.6	203.9	29.1	104.1	20.4	19.6	14.9
Malaisie	1998	..	..	..	664.1	268.0	40.4	..
Malte	1998	132.4	36.5	27.6	49.8	12.4	24.8	37.6
Mexique	1996	28281.8	..	..	4626.5	..	..	16.4
Moldova, Rép. de ⁸	1997	1646.0	..	..	446.0	..	..	27.1
Maroc ⁹	1996	..	..	..	855.2	..	..	..
Myanmar	1996	17587.0	..	..	970.4	369.2	38.0	5.5

Tableau 1: Emploi total et emploi public par sexe (fin)

(En milliers)

Pays et territoire	Dernière année disponible	Emploi total			Emploi public			Part de de l'empl. public dans l'empl. total en %
		Total	Femmes	Part des femmes dans total en %	Total	Femmes	Part des femmes dans total en %	
Norvège	1995	2105.5	..	..	791.8	..	..	37.6
Nouvelle-Zélande ¹⁰	1997	1368.9	574.1	41.9	247.2	136.1	55.1	18.1
Oman	1997	..	..	..	69.1	..	..	..
Panama	1997	440.0	..	..	154.2	72.6	47.0	35.0
Philippines	1995	25677.0	..	..	1328.0	..	..	5.2
Pologne	1996	9443.8	..	..	5341.3	..	..	56.6
Porto Rico	1997	1132.0	464.0	41.0	309.0	160.0	51.8	27.3
République Dominicaine	1998	..	..	..	287.7	117.1	40.7	..
République tchèque	1997	4993.3	..	..	1167.8	..	..	23.4
Roumanie	1996	9379.0	4357.4	46.5	3829.3	1621.5	42.3	40.8
Royaume-Uni	1997	26782.0	..	..	5052.0	..	..	18.9
Russie, Fédération de ¹¹	1995	67100.0	..	..	25229.6	..	..	37.6
Sénégal	1997	..	..	..	71.9	..	..	..
Seychelles	1995	25.7	..	..	9.5	..	..	37.0
Slovénie	1997	717.9	329.2	45.9	270.1	138.5	51.3	37.6
Sri Lanka ¹²	1994	5148.3	1606.2	31.2	739.5	248.9	33.7	..
Suède	1996	3529.0	..	..	1338.0	..	..	37.9
Tanzanie, Rép. -unie de	1991	923.4	193.0	20.9	500.2	133.7	26.7	54.2
Tonga	1996	29.4	11.0	37.4	7.0	2.5	35.9	23.7
Trinité-et-Tobago	1997	460.0	165.4	36.0	130.2	43.1	33.1	28.3
Turquie	1998	21230.0	5953.0	28.0	2971.0	643.0	21.6	14.0
Ukraine	1997	22598.0	..	..	8562.0	..	..	37.9
Zimbabwe	1997	1323.4	286.8	21.7	328.2	87.0	26.5	24.8

NB: Dans la majorité des pays en développement l'emploi total correspond à l'emploi formel. .. = Ne s'applique pas.

¹Dans l'emploi public, seulement les salariés avec contrat régulier. ²Emploi public dans l'Etat, les unités d'Etat et entreprises des villages et communes. ³7 villes principales du pays. ⁴Non compris dans l'emploi public les salariés du Ministère des affaires intérieures et du Ministère de la défense. ⁵Non compris dans l'emploi total les salariés des établissements privés de moins de dix salariés. ⁶Salariés dans les activités non agricoles; uniquement emploi dans le secteur des administrations publiques. ⁷Uniquement secteur public et entreprises privées de plus de dix salariés, non compris l'agriculture ⁸Emploi total dans les régions urbaines. ⁹Uniquement les régions situées dans la rive gauche des fleuves Dniester et M. Bende. ¹⁰Non compris l'agriculture; l'emploi public ne comprend pas l'emploi dans la Banque centrale. ¹¹Emploi public dans l'Etat et les entreprises et les organisations de l'Etat et des municipalités. ¹²Non compris dans l'emploi total les provinces du Nord et de l'Est.

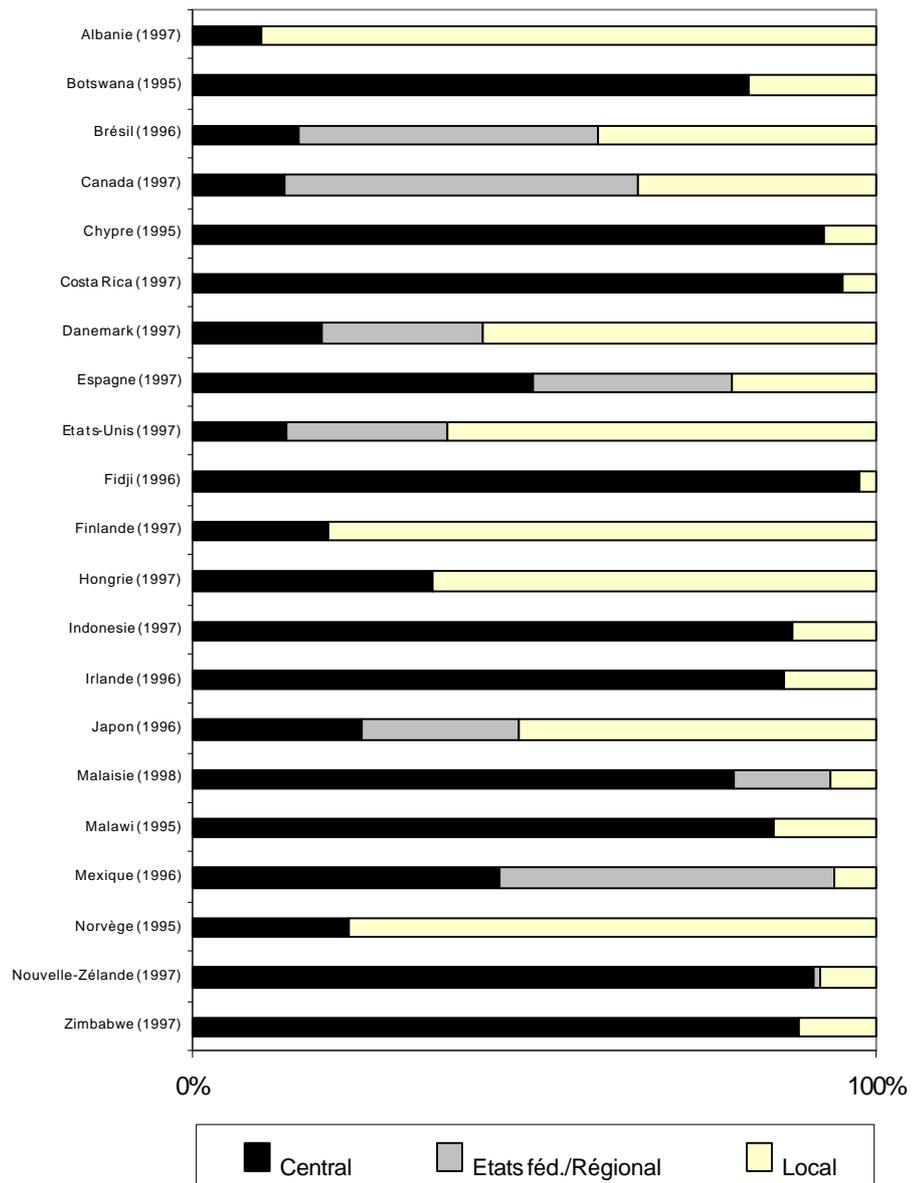
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, Bureau de statistique, BIT, octobre 1998.

Emploi public par niveau d'administration

La figure ci-dessous donne un panorama de la répartition de l'emploi public par niveau d'administration. Les données sont présentées dans le **Tableau 2 "Emploi public par type d'institution et par niveau d'administration"**, page 15.

Comme on le constate, la répartition des responsabilités et de l'exercice des activités entre les différents niveaux dépend plus des contextes sociaux et politiques que de la taille du pays ou du niveau de développement économique.

Figure 9:
Contribution en pourcentages des niveaux d'administration à l'emploi dans le secteur des administrations publiques pour 21 pays¹



¹Par ordre alphabétique des pays.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Tableau 2: Emploi public par type d'institution et par niveau d'administration
**Total
(En milliers)**

Pays et territoire	Dernière année disponible	Niveau d'admin.	Secteur des administrations publiques					Secteur des sociétés publiques		Secteur public	
			Unités d'admin.	Sécurité sociale	Institut. sans but lucratif	Total		Nbre	%	Nbre	%
						Nbre	%				
Albanie	1997	Central	1.9	0.1	12.7	14.7	10.1	..	..	..	..
		Local	6.9	1.0	122.8	130.6	89.9	..	..	..	..
		Total	8.7	1.1	135.5	145.3	100.0	81.0	100.0	226.3	100.0
Allemagne	1997	Total	..	..	..	5210.0	100.0	1307.0	100.0	6517.0	100.0
Azerbaïdjan	1995	Total	1220.1	11.3	67.9	1299.3	100.0	323.6	100.0	1622.9	100.0
Bangladesh	1993	Total	..	..	..	971.0	100.0	..	..	..	..
Bélarus	1997	Total	..	..	..	1130.4	100.0	1405.9	100.0	2536.3	100.0
Belize	1997	Total	..	..	..	5.9	100.0	4.0	100.0	9.9	100.0
Botswana ¹	1995	Central	..	..	..	70.1	81.2	13.2	100.0	83.3	83.7
		Local	..	..	..	16.2	18.8	..	..	16.2	16.3
		Total	..	..	..	86.2	100.0	13.2	100.0	99.4	100.0
Brésil	1996	Central	913.9	62.8	..	976.8	15.7	491.6	30.7	1468.3	18.7
		Etats/Régional	2705.3	21.9	..	2727.2	43.7	658.0	41.1	3385.2	43.2
		Local	2518.5	15.2	..	2533.8	40.6	452.6	28.2	2986.4	38.1
		Total	61137.7	99.9	..	6237.7	100.0	1602.2	100.0	7839.9	100.0
Canada	1997	Central	338.0	..	..	338.0	13.3	92.3	35.5	430.3	15.4
		Etats/Régional	342.0	..	972.8	1314.8	51.8	119.7	46.0	1434.5	51.3
		Local	343.8	..	541.1	884.9	34.9	48.1	18.5	933.0	33.3
		Total	1023.8	..	1513.9	2537.7	100.0	260.1	100.0	2797.8	100.0
Chypre	1995	Central	..	..	..	35.2	92.3	..	..	..	..
		Local	..	..	..	3.0	7.7	..	..	..	..
		Total	..	..	..	38.1	100.0	8.4	100.0	47.0	100.0
Costa Rica ²	1997	Central	85.6	28.7	79.4	193.7	95.2	..	..	193.7	95.2
		Local	9.9	..	..	9.9	4.8	..	..	9.9	4.8
		Total	95.4	28.7	79.4	203.6	100.0	..	..	203.6	100.0
Danemark	1997	Central	..	..	..	262.6	19.0	..	..	..	..
		Etats/Régional	..	..	..	323.9	23.4	..	..	..	..
		Local	..	..	..	798.0	57.6	..	..	..	..
		Total	..	..	..	1384.5	100.0	116.1	100.0	938.3	100.0
Espagne	1997	Central	615.8	372.6	..	988.4	49.8	..	..	988.4	43.8
		Etats/Régional	578.3	..	..	578.3	29.1	..	..	578.3	25.6
		Local	418.5	..	..	418.5	21.1	..	..	418.5	18.5
		Total	1612.6	372.6	..	1985.2	100.0	270.1	100.0	2259.1	100.0
Estonie	1996	Total	..	..	..	154.5	100.0	83.8	100.0	238.3	100.0
Etats-Unis ³	1997	Central	..	..	..	..	..	..	..	2699	13.8
		Etats/Régional	..	..	..	..	..	..	..	4594	23.5
		Local	..	..	..	..	..	..	..	12276	62.7
		Total	..	..	..	..	..	..	..	19570	100.0
Fidji	1996	Central	30.3	..	..	30.3	97.7	13.9	95.1	44.2	98.4
		Local	0.7	..	..	0.7	2.3	0.7	4.9	0.7	1.6
		Total	31.0	..	..	31.0	100.0	14.6	100.0	44.9	100.0

Tableau 2: Emploi public par type d'institution et par niveau d'administration (suite)
**Total
(En milliers)**

Pays et territoire	Dernière année disponible	Niveau d'admin.	Secteur des administrations publiques					Secteur des sociétés publiques		Secteur public	
			Unités d'admin.	Sécurité sociale	Institut. sans but lucratif	Total		Nbre	%	Nbre	%
						Nbre	%				
Finlande	1997	Central	71.0	1.0	32.0	104.0	19.9	80.0	40.8	144.0	23.2
		Local	35.0	259.0	124.0	418.0	80.1	116.0	59.2	476.0	76.8
		Total	106.0	260.0	156.0	522.0	100.0	196.0	100.0	620.0	100.0
Hongrie	1997	Central	255.8	10.9	..	266.7	35.2	..	..	..	..
		Local	491.3	..	..	491.3	64.8	..	..	..	..
		Total	747.1	10.9	..	758.0	100.0	209.9	100.0	967.9	100.0
Iles caïmanes	1996	Central	2.1	..	..	2.1	100.0	0.2	100.0	2.3	100.0
		Total	2.1	..	..	2.1	100.0	0.2	100.0	2.3	100.0
Indonesie	1997	Central	3588.7	..	..	3588.7	87.7	..	..	..	..
		Local	505.6	..	..	505.6	12.3	..	..	..	..
		Total	4094.3	..	..	4094.3	100.0	..	..	..	..
Irlande	1996	Central	..	..	..	196.6	86.7	54.0	100.0	250.6	89.2
		Local	..	..	..	30.2	13.3	..	..	30.2	10.8
		Total	..	..	..	226.8	100.0	54.0	100.0	280.8	100.0
Japon	1996	Central	..	..	..	..	..	..	..	1290.8	24.8
		Etats/Régional	..	..	..	..	..	..	..	1191.5	22.9
		Local	..	..	..	..	..	..	..	2716.0	52.2
		Total	..	..	..	..	..	..	..	5198.2	100.0
Kazakstan	1997	Total	1903.7	..	..	1903.7	100.0	3704.1	100.0	5607.8	100.0
Macao	1997	Total	..	..	..	17.6	100.0	..	..	..	..
Malaisie	1998	Central	..	..	..	..	..	..	..	526.1	79.2
		Etats/Régional	..	..	..	..	..	..	..	93.7	14.1
		Local	..	..	..	..	..	..	..	44.2	6.7
		Total	..	..	..	..	..	..	..	664.1	100.0
Malawi ⁴	1995	Central	88.5	..	..	88.5	85.0	49.8	100.0	138.3	89.8
		Local	15.6	..	..	15.6	15.0	..	..	15.6	10.1
		Total	104.1	..	..	104.1	100.0	49.8	100.0	153.9	100.0
Malte	1998	Total	31.4	0.7	..	32.1	100.0	17.7	100.0	49.8	100.0
Mexique	1996	Central	1419.4	433.1	..	1852.5	45.1	517.4	100.0	2370.0	51.2
		Etats/Régional	2005.6	..	..	2005.6	48.8	..	..	2005.6	43.3
		Local	251.0	..	..	251.0	6.1	..	..	251.0	5.4
		Total	3676.0	433.1	..	4109.1	100.0	517.4	100.0	4626.6	100.0
Moldova, Rép. de ⁵	1997	Total	25.0	..	23.0	48.0	100.0	398.0	100.0	446.0	100.0
Norvège	1995	Central	..	..	..	149.9	23.1	116.0	81.7	266.4	33.6
		Local	..	..	..	500.0	76.9	25.0	17.6	525.4	66.4
		Total	..	..	..	649.9	100.0	142.0	100.0	791.8	100.0
Nouvelle-Zélande ⁶	1997	Central	190.0	2.0	..	192.0	90.7	19.1	55.2	211.1	85.7
		Etats/Régional	2.5	..	..	2.5	1.2	..	..	2.5	1.0
		Local	17.2	..	..	17.2	8.1	15.5	44.8	32.7	13.3
		Total	209.7	2.0	..	211.7	100.0	34.6	100.0	246.3	100.0
Oman	1997	Total	..	..	..	96.6	100.0	7.0	100.0	69.1	100.0

Tableau 2: Emploi public par type d'institution et par niveau d'administration (fin)

**Total
(En milliers)**

Pays et territoire	Dernière année disponible	Niveau d'admin.	Secteur des administrations publiques					Secteur des sociétés publiques		Secteur public	
			Unités d'admin.	Sécurité sociale	Institut. sans but lucratif	Total		Nbre	%	Nbre	%
						Nbre	%				
Philippines	1995	Total	..	..	..	1208.0	100.0	120.0	100.0	1328.0	100.0
Pologne	1996	Total	290.3	41.5	2099.0	2430.8	100.0	2910.5	100.0	5341.3	100.0
Rép. arabe syrienne	1995	Total	..	..	..	760.8	100.0	..	..	..	..
République de Corée	1996	Total	..	..	..	927.8	100.0	..	..	..	..
République tchèque	1997	Total	741.3	7.3	..	748.6	100.0	419.2	100.0	1167.8	100.0
Roumanie	1996	Total	..	..	..	125.1	100.0	3704.2	100.0	3829.3	100.0
Russie, Fédération de ⁷	1997	Total	1045.4	137.7	1350.2	2533.3	100.0	23361.5	100.0	25894.8	100.0
Sénégal	1997	Central	66.3	..	..	66.3	100.0	5.5	100.0	71.9	100.0
		Total	66.3	..	..	66.3	100.0	5.5	100.0	71.9	100.0
Singapour	1997	Total	..	..	..	97.5	100.0	..	..	..	..
Slovénie	1997	Total	..	..	..	121.5	100.0	148.7	100.0	270.1	100.0
		Central	319.5	..	..	319.5	100.0	180.8	100.0	500.2	100.0
Tanzanie, Rép. -unie de	1991	Total	319.5	..	..	319.5	100.0	180.8	100.0	500.2	100.0
Tonga	1996	Total	5.3	..	..	5.3	100.0	1.7	100.0	7.0	100.0
		Central	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Trinité-et-Tobago	1997	Total	..	..	..	105.1	100.0	25.1	100.0	130.2	100.0
Zimbabwe	1997	Central	..	..	..	249.0	88.7	43.1	90.0	..	..
		Local	..	..	..	31.6	11.3	4.5	9.4	..	..
		Total	..	..	..	280.6	100.0	47.9	100.0	328.2	100.0

¹Dans l'emploi public, seulement les salariés avec contrat régulier. ²L'emploi dans les "Institutions sans but lucratif" correspond à l'emploi dans les institutions autonomes et semi-autonomes. ³Salariés dans les activités non agricoles. ⁴L'emploi dans les caisses de sécurité sociale et les autres institutions sans but lucratif est inclus dans le secteur privé. ⁵Uniquement les régions situées dans la rive gauche des fleuves Dniester et M. Bende. ⁶Non compris l'agriculture; l'emploi public ne comprend pas l'emploi dans la Banque centrale. ⁷L'emploi dans les institutions sans but lucratif correspond à l'emploi dans les institutions de justice et les conseils de sécurité publique; emploi public dans l'Etat et les entreprises et les organisations de l'Etat et des municipalités.

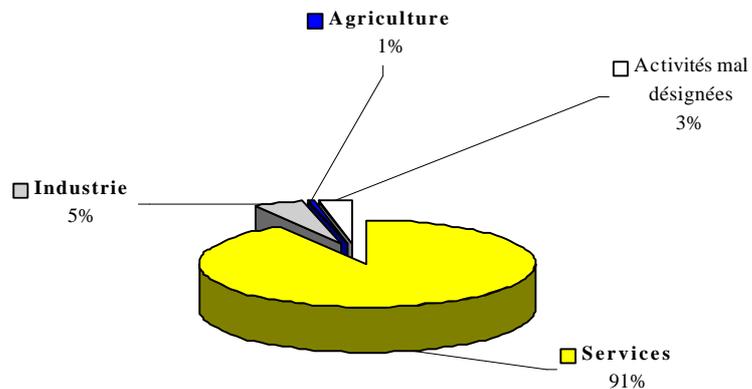
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, Bureau de statistique, BIT, octobre 1998.

L'emploi public par secteur d'activité

Les figures 10 à 15 représentent pour quelques pays les parts en pourcentages de l'emploi public dans les grands secteurs d'activité économique et montrent la place qu'occupe chacun de ces secteurs dans la structure de l'emploi dans ces pays. Les données sont extraites du **Tableau 3 "Emploi total et emploi public par activité économique"**, page 21. Dans l'ensemble l'emploi public est dominant dans les activités de services et est faiblement représenté dans l'agriculture.

Figure 10:

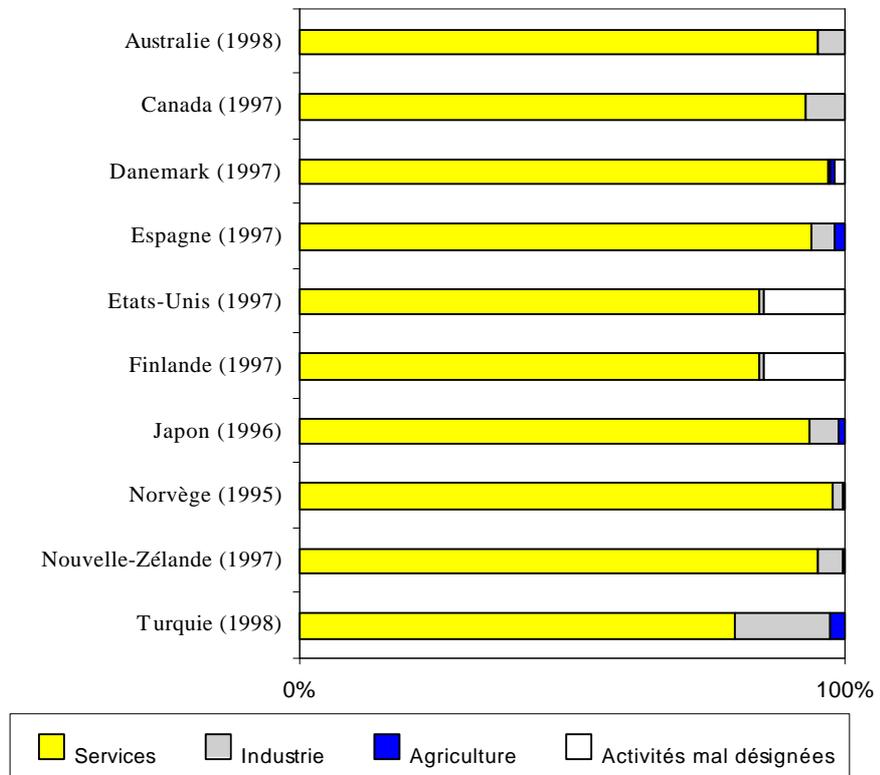
Contributions des secteurs d'activités à l'emploi public dans 10 pays de l'OCDE
(Moyenne des pourcentages nationaux)



Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 11:

Contribution des secteurs d'activités à l'emploi public pour 10 pays de l'OCDE¹



¹Par ordre alphabétique des pays.

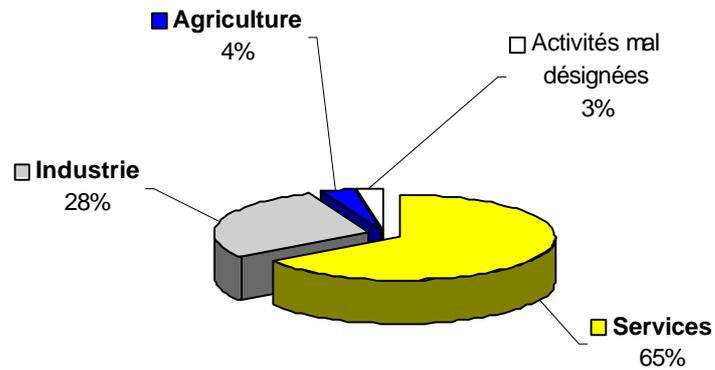
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

La structure de l'emploi par secteur d'activité dans les pays développés est caractérisée par une dominance presque totale de l'emploi dans les services (plus de 90%), une marginalité de l'emploi agricole et une modeste contribution de l'emploi industriel.

Comparativement aux pays de l'OCDE, les figures 10 et 12 montrent que dans les pays en transition, l'apport de l'emploi industriel à l'emploi public total est plus important (28%) et celui de l'agriculture, même s'il est modeste, est supérieur à celui des pays de l'OCDE.

Figure 12:

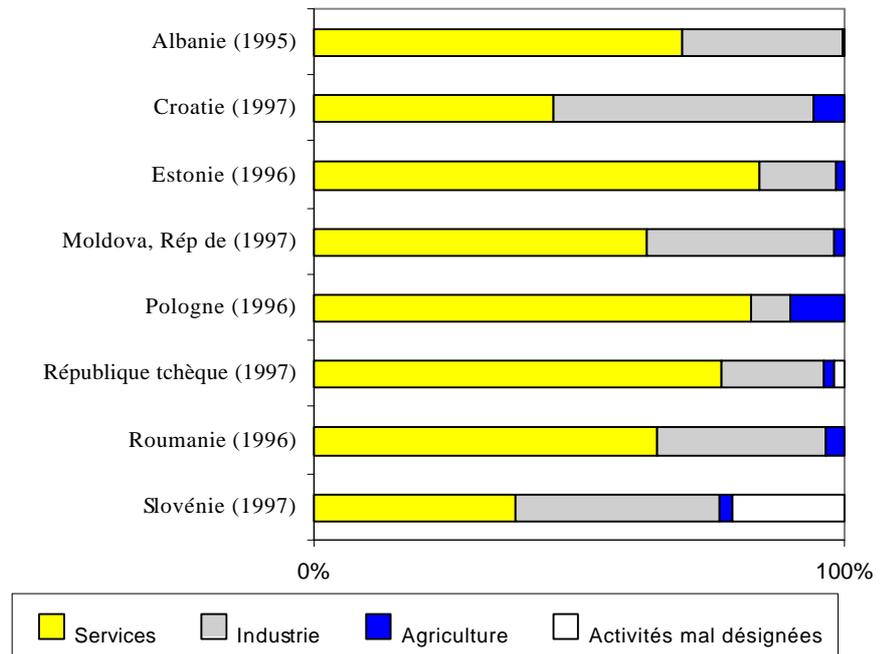
Contributions des secteurs d'activités à l'emploi public dans 8 pays en transition
(moyennes des pourcentages nationaux)



Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 13:

Contributions des secteurs d'activités à l'emploi public pour 8 pays en transition¹



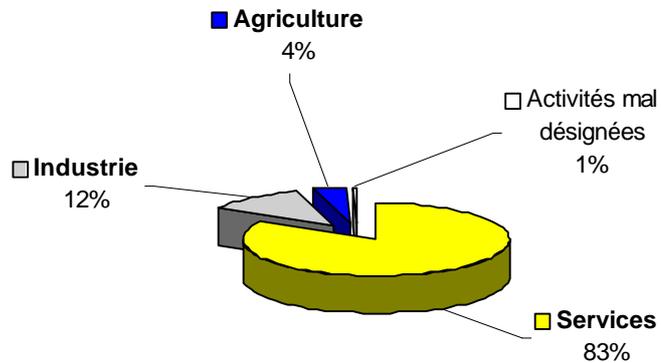
¹Par ordre alphabétique des pays.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

S'agissant des pays en développement (figure 14, page 20), on observe qu'ils ont, par secteur d'activité, une structure intermédiaire entre celle des pays de l'OCDE et celle des pays en transition à l'économie de marché.

Figure 14:

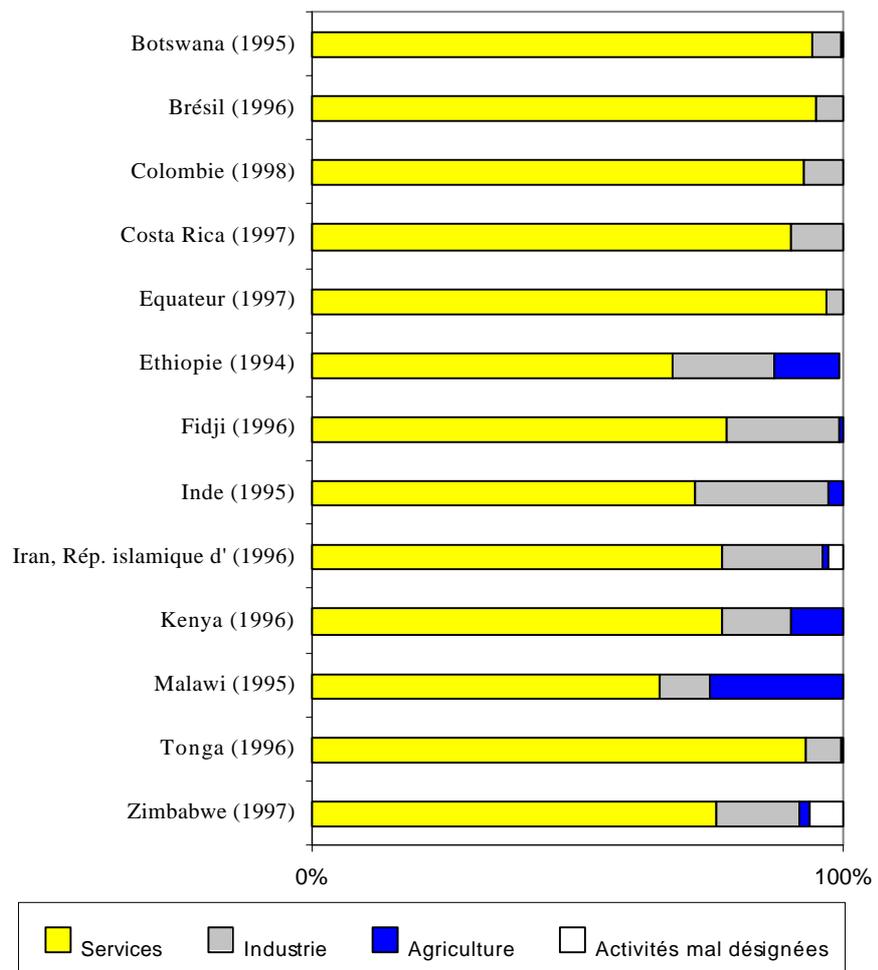
Contributions des secteurs d'activités à l'emploi public dans 14 pays en développement
(moyenne des pourcentages nationaux)



Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 15:

Contributions des secteurs d'activités à l'emploi public pour 13 pays en développement¹



¹Par ordre alphabétique des pays.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Tableau 3: Emploi total et emploi public par activité économique
Total
(En pourcentages)

Pays et territoire	Dernière année disponible	Type d'emploi	Total	Activités économiques (*)									
				CITI 1	CITI 2	CITI 3	CITI 4	CITI 5	CITI 6	CITI 7	CITI 8	CITI 9	CITI 0
Albanie	1996	Public	100.0	2.5	7.2	22.0	6.2	2.8	1.7	7.5	..	28.9	21.1
		Total	100.0	70.6	1.6	5.1	0.9	1.9	5.2	3.9	..	6.2	4.6
Australie	1998	Public	100.0	0.4	..	0.3	3.1	1.2	..	10.8	2.3	81.5	..
		Total	100.0	..	1.2	13.7	0.8	4.9	21.4	11.3	14.8	31.8	..
Botswana ¹	1995	Public	100.0	0.3	2.2	2.4	0.6	0.2	6.1	..	..	88.2	..
		Total	100.0	5.4	10.4	1.1	9.6	19.5	11.3	4.2	..	38.5	..
Brésil	1996	Public	100.0	..	0.3	0.8	3.3	0.7	0.4	3.5	5.4	85.6	..
		Total	100.0	24.5	0.3	12.4	0.5	6.4	17.0	3.8	6.4	28.5	0.3
Canada	1997	Public	100.0	0.4	0.0	0.1	3.6	0.8	0.6	4.5	1.7	88.2	..
		Total	100.0	3.9	1.3	15.5	1.0	5.4	23.6	6.4	12.9	30.1	..
Colombie ²	1998	Public	100.0	..	0.6	1.1	5.1	0.7	0.2	4.5	2.6	85.1	..
		Total	100.0	1.0	0.2	20.9	0.7	5.9	25.4	7.4	8.6	29.8	0.1
Costa Rica	1997	Public	100.0	..	..	1.8	6.6	1.2	..	2.7	8.0	79.5	0.2
		Total	100.0	20.6	0.1	15.6	1.1	6.8	19.1	5.4	5.1	25.6	0.7
Croatie ³	1997	Public	100.0	3.7	1.2	21.5	4.8	4.0	4.1	15.5	5.0	40.2	..
		Total	100.0	2.9	0.7	24.4	2.2	5.7	12.6	10.8	5.9	19.0	15.8
Danemark	1997	Public	100.0	0.3	..	..	1.8	0.2	0.2	7.7	2.5	87.2	..
		Total	100.0	2.2	..	19.0	0.7	5.7	17.3	6.8	10.8	37.5	..
Egypte ⁴	1995	Public	100.0	1.7	1.4	53.6	8.8	9.8	10.0	6.6	7.7	0.5	..
		Total	100.0	1.8	1.6	56.0	6.2	7.4	11.0	5.4	7.0	3.5	..
Equateur	1997	Public	100.0	0.1	0.7	0.5	1.5	0.5	0.2	1.4	2.4	92.8	-
		Total	100.0	6.8	0.4	15.5	0.3	6.0	28.4	5.7	4.5	32.1	0.1
Espagne	1997	Public	100.0	1.0	0.6	2.6	1.0	1.3	0.3	8.4	1.2	83.8	..
		Total	100.0	8.4	0.5	19.0	0.6	9.7	16.6	12.0	8.8	24.2	..
Estonie	1996	Public	100.0	2.1	3.3	7.5	5.1	3.2	..	14.1	5.5	57.3	..
		Total	100.0	10.0	1.4	23.9	2.5	5.7	13.3	12.8	6.0	24.2	..
Etats-Unis ⁵	1997	Public	100.0	..	..	0.3	..	0.4	0.3	..	0.1	83.9	..
		Total	100.0	..	0.5	15.2	0.6	4.6	18.1	12.2	15.7	33.2	..
Ethiopie	1994	Public	100.0	12.2	0.4	13.0	2.7	3.3	3.0	5.8	1.8	57.0	0.7
		Total	100.0	89.3	0.1	1.8	0.1	0.3	2.4	2.4	0.1	2.8	0.8
Fidji	1996	Public	100.0	0.8	0.2	11.7	4.2	5.0	2.3	10.3	3.2	62.3	..
		Total	100.0	1.8	2.1	22.4	1.7	5.2	18.8	8.9	6.5	32.6	..
Finlande	1997	Public	100.0	1.8	..	0.2	1.3	2.6	0.5	1.6	7.6	84.3	0.2
		Total	100.0	7.0	0.3	20.1	1.0	6.0	15.2	7.6	11.1	31.5	0.3
Ile de Man ⁶	1996	Public	100.0	0.9	..	..	4.7	4.8	..	10.6	..	78.9	..
		Total	100.0	2.8	..	10.6	1.4	10.0	11.0	13.7	21.2	29.3	..
Inde ⁷	1995	Public	100.0	2.8	5.1	9.1	4.9	5.9	0.8	15.7	6.9	48.7	..
		Total	100.0	5.1	4.0	23.7	3.6	4.4	1.7	11.3	5.9	40.4	..
Iran, Rép. islamique d'	1996	Public	100.0	1.3	2.3	12.3	2.9	1.5	1.7	5.0	4.2	66.2	2.6
		Total	100.0	23.0	0.8	17.5	1.0	11.3	12.6	7.3	2.1	22.3	2.0
Japon ⁸	1996	Public	100.0	0.4	0.0	0.2	0.2	0.0	0.7	8.3	0.4	87.7	2.1
		Total	100.0	0.4	0.1	19.1	0.5	8.5	26.9	5.7	4.3	27.1	7.4
Kenya	1996	Public	100.0	9.6	0.1	5.5	3.2	4.2	1.0	5.9	2.7	67.7	..
		Total	100.0	18.7	0.3	13.0	4.9	4.9	6.4	4.9	5.0	42.0	..

Tableau 3: Emploi total et emploi public par activité économique (fin)
**Total
(En pourcentages)**

Pays et territoire	Dernière année disponible	Type d'emploi	Total	Activités économiques (*)									
				CITI 1	CITI 2	CITI 3	CITI 4	CITI 5	CITI 6	CITI 7	CITI 8	CITI 9	CITI 0
Malawi	1995	Public	100.0	25.3	..	2.7	1.5	5.0	0.7	2.8	2.2	59.8	..
		Total	100.0	53.7	0.1	14.5	0.9	6.7	4.3	3.2	4.8	11.8	..
Mexique ⁹	1996	Public	100.0	0.7	0.0	0.5	..	3.1	0.3	2.7	0.7	90.2	1.8
		Total	100.0	22.3	0.4	11.6	10.7	0.5	18.4	5.7	2.0	28.3	..
Moldova, Rép. de ¹⁰	1997	Public	100.0	10.1	0.3	3.0	3.4	1.0	1.0	8.9	5.2	67.2	..
		Total	100.0	41.6	0.2	10.1	1.2	3.2	15.7	5.5	2.8	19.7	..
Norvège	1995	Public	100.0	0.0	2.1	1.7	2.4	1.1	0.6	9.2	2.2	80.7	..
		Total	100.0	5.0	1.2	14.2	1.0	5.2	17.6	9.0	8.8	38.0	..
Nouvelle-Zélande ¹¹	1997	Public	100.0	0.1	0.3	0.2	3.0	1.4	1.4	5.0	2.2	86.3	..
		Total	100.0	2.5	0.3	18.5	0.7	7.3	23.2	7.0	13.4	27.2	..
Pologne	1996	Public	100.0	2.1	6.5	21.2	5.0	2.4	1.7	12.3	6.5	42.3	..
		Total	100.0	3.1	3.8	29.7	2.9	6.9	11.9	9.1	7.1	25.6	..
Porto Rico	1997	Public	100.0	..	..	..	4.9	..	..	3.2	0.3	91.6	..
		Total	100.0	2.8	0.1	14.4	1.3	5.8	20.6	3.7	3.4	47.9	..
République tchèque	1997	Public	100.0	1.7	1.1	10.8	2.1	0.7	0.5	19.6	3.6	60.0	..
		Total	100.0	5.6	1.6	28.7	1.7	8.7	16.0	10.1	9.6	18.0	..
Roumanie	1996	Public	100.0	5.9	6.4	33.7	4.8	4.1	3.2	11.9	4.6	25.3	..
		Total	100.0	35.5	2.7	24.5	2.0	5.1	8.2	7.1	3.5	11.5	..
Slovénie	1997	Public	100.0	0.4	2.4	18.5	3.6	5.6	4.1	9.3	6.9	49.1	..
		Total	100.0	1.3	1.0	34.1	1.6	7.7	14.0	10.1	8.8	21.2	..
Tanzanie, Rép. -unie de	1991	Public	100.0	4.6	0.1	11.3	2.5	5.4	3.9	10.2	4.3	57.7	..
		Total	100.0	6.4	0.3	12.4	1.3	7.6	15.4	9.9	2.6	44.0	..
Tonga	1996	Public	100.0	0.3	0.1	0.8	6.1	..	2.6	9.0	6.4	74.7	..
Trinité-et-Tobago	1997	Public	100.0	8.8	6.1	2.8	4.3	12.6	0.2	6.5	3.2	55.6	..
		Total	100.0	9.5	3.8	10.2	1.3	11.0	17.6	6.9	8.4	31.1	0.1
Turquie	1998	Public	100.0	2.5	1.9	5.8	3.6	6.3	0.7	6.3	5.9	67.0	..
		Total	100.0	42.5	0.7	15.9	0.6	5.8	15.4	4.5	2.4	12.2	..
Zimbabwe	1997	Public	100.0	2.0	0.1	0.6	4.0	11.3	1.3	8.0	0.5	66.1	6.2
		Total	100.0	26.8	4.5	14.9	1.0	5.9	8.0	3.9	2.0	25.2	7.8

NB: Dans la majorité des pays en développement l'emploi total correspond à l'emploi formel. .. = Ne s'applique pas.

* Activités économiques selon la classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activités économiques (19968), CITI Rév.2: CITI 1 =Agriculture, chasse, Sylviculture et pêche; CITI 2= Industries extractives; CITI 3 = Industries manufacturières; CITI 4 = Electricité, gaz et eau; CITI 5 = Bâtiments et travaux publics; CITI 6 = Commerce de gros et de détail; restaurants et hôtels; CITI 7 = Transports, entrepôts et communications; CITI 8 = Banques, assurances affaires immobilières et services fournis aux entreprises; CITI 9 = Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels; CITI 0 = Activités mal désignées. ¹Dans l'emploi public, seulement les salariés avec contrat régulier. ²7 villes principales du pays. ³Non compris dans l'emploi public les salariés du Ministère des affaires intérieures, du Ministère de la défense et les agriculteurs individuels. ⁴Non compris dans l'emploi total les salariés des établissements privés de moins de dix salariés. ⁵Salariés dans les activités non agricoles; uniquement emploi dans le secteur des administrations publiques. ⁶Dans CITI 3, y compris CITI 2. ⁷Uniquement secteur public et entreprises privées de plus de dix salariés, non compris l'agriculture. ⁸Dans CITI 9, y compris les hôtels et les services fournis aux entreprises. ⁹CITI 0 correspond à l'industrie pétrolière. ¹⁰Uniquement les régions situées dans la rive gauche des fleuves Dniester et M. Bende. ¹¹Non compris l'agriculture; l'emploi public ne comprend pas l'emploi dans la Banque centrale.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, Bureau de statistique, BIT, octobre 1998.

2.2.2 Tendances de l'emploi public

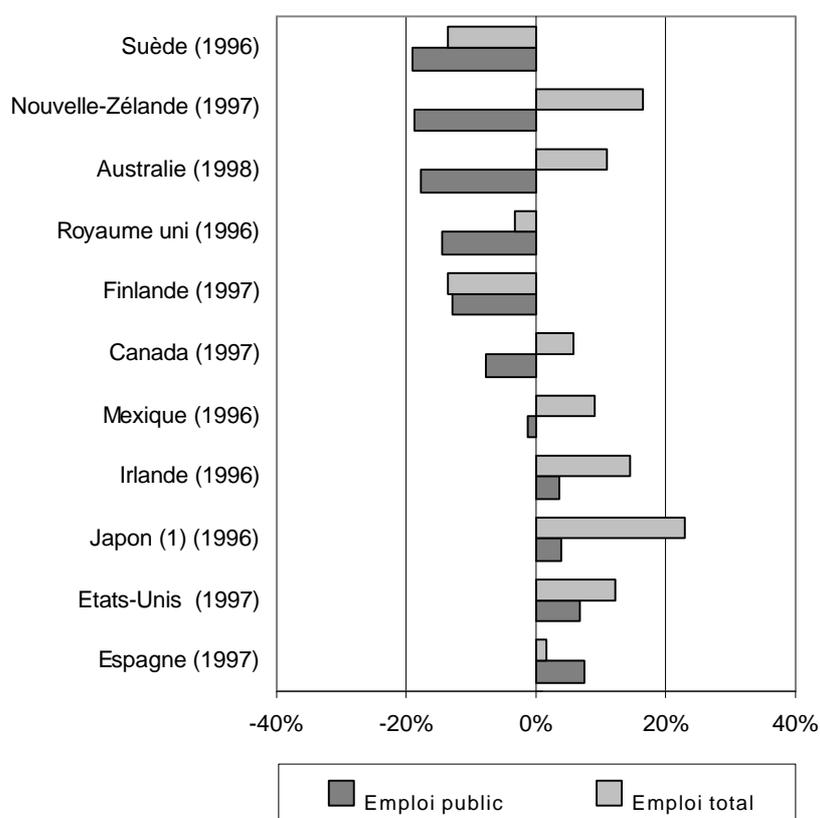
Variation de l'emploi public et de l'emploi total

Dans les figures 16, 17 et 18, on observe les variations d'indices d'emploi total et d'emploi public. L'indice de la dernière année disponible est comparé à l'indice de 1990. Les données de ces graphiques sont extraites du **Tableau 4 "Indices d'emploi total et d'emploi public"**, page 26.

D'une manière générale, si l'emploi total actuel comparativement à son niveau de 1990 a diminué, la diminution de l'emploi public était plus forte; et si l'emploi total a augmenté, l'augmentation de l'emploi public était moins élevée. Ce sont les pays en transition qui ont enregistré les fortes baisses dans l'emploi public.

Figure 16:

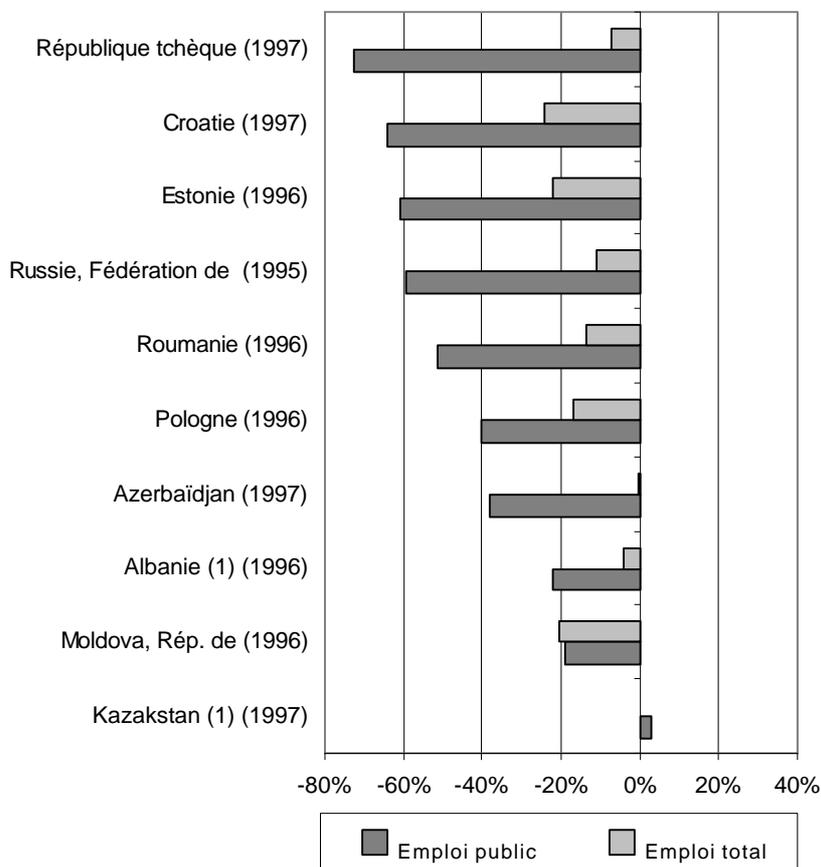
Variation de l'emploi total et de l'emploi public pour 11 pays de l'OCDE*
(Variation d'indices de différentes années par rapport à l'année de base 1990 =100)



*Par ordre des pourcentages croissants des variations dans l'emploi public. (1) 1991 = 100.
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 17:

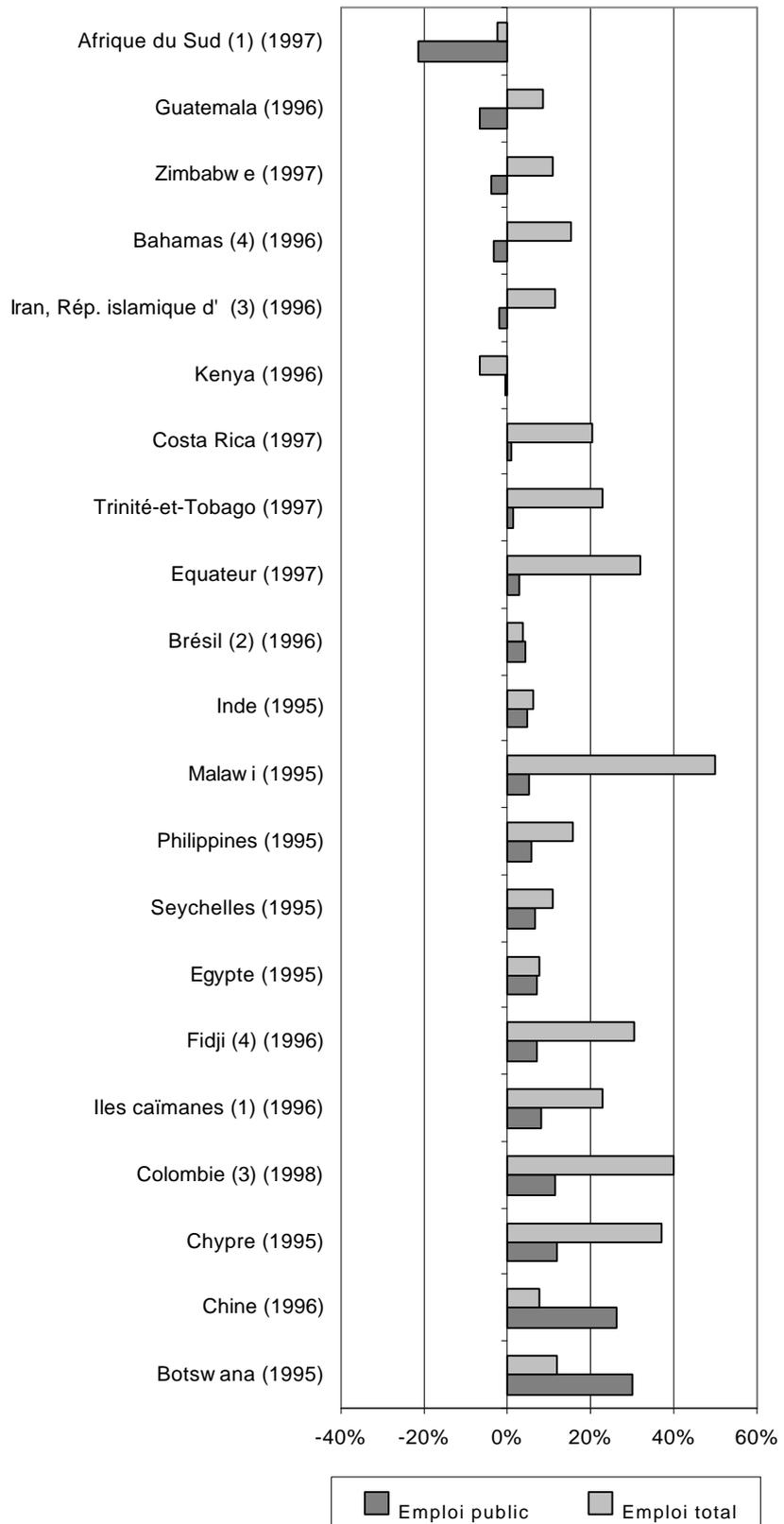
Variation de l'emploi total et de l'emploi public pour 10 pays en transition*
(Variation d'indices de différentes années par rapport à l'année de base 1990 = 100)



*Par ordre des pourcentages croissants des variations dans l'emploi public. (1) 1994 = 100.
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 18:

Variation de l'emploi total et de l'emploi public pour 21 pays en développement*
(Variation d'indices de différentes années par rapport à l'année de base 1990 =100)



*Par ordre des pourcentages croissants des variations dans l'emploi public.
 (1) 1994 = 100; (2) 1992 = 100; (3) 1991 = 100; (4) 1989 = 100.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Tableau 4: Indices d'emploi total et d'emploi public

(Année de base = année *)

Pays et territoire	Année	Emploi total	Emploi public	Part de l'empl. public dans l'empl. total
Afrique du Sud	1994 *	100.0	100.0	100.0
	1997	97.4	78.5	80.6
Albanie	1994 *	100.0	100.0	100.0
	1995	98.0	89.5	91.3
	1996	95.7	77.2	80.7
Allemagne	1995 *	100.0	100.0	100.0
	1997	97.4	96.0	98.5
Australie	1985	86.1	95.1	110.4
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	97.2	88.7	91.2
	1998	110.9	82.2	74.2
Azerbaïdjan	1985	90.1	97.6	108.4
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	97.6	74.7	76.5
	1997	99.8	62.0	62.1
Bahamas	1986	86.6	87.8	101.4
	1989 *	100.0	100.0	100.0
	1995	113.3	108.8	96.1
	1996	115.4	96.6	83.8
Bahreïn	1981	65.0	62.9	96.7
	1991 *	100.0	100.0	100.0
Barbade ¹	1991 *	100.0	100.0	100.0
	1995	102.4	93.1	90.9
	1997	108.2	102.4	94.7
Bosnie-Herzégovine	1985	95.6	96.4	100.9
	1990 *	100.0	100.0	100.0
Botswana ²	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	111.7	130.0	116.4
Brésil	1992 *	100.0	100.0	100.0
	1995	106.5	104.4	98.0
	1996	104.0	104.1	100.0
Canada	1985	89.2	92.4	103.6
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	102.6	97.5	95.1
	1997	105.9	92.4	87.2
Chine ³	1985	78.0	81.4	104.3
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	106.3	123.0	115.7
	1996	107.7	126.2	117.2

Tableau 4: Indices d'emploi total et d'emploi public (suite)

(Année de base = année *)

Pays et territoire	Année	Emploi total	Emploi public	Part de l'empl. public dans l'empl. total
Chypre	1985	86.2	88.9	103.1
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	110.8	114.4	103.2
	1998	137.1	112.0	81.7
Colombie ⁴	1991 *	100.0	100.0	100.0
	1995	128.7	98.6	76.6
	1997	139.9	111.3	79.6
Costa Rica	1987	90.8	87.2	96.1
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	114.8	99.3	86.5
	1997	120.7	101.0	83.7
Croatie ⁵	1985	98.7	99.9	101.3
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1996	76.7	42.7	55.7
	1997	75.9	35.9	47.4
Egypte ⁶	1985	69.3	71.7	103.5
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	107.6	107.0	99.4
Equateur	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	124.8	94.1	75.4
	1997	132.1	103.0	78.0
Espagne	1987	91.3	85.5	93.6
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	95.7	100.7	105.2
	1997	101.5	107.3	105.7
Estonie	1989	101.4	104.9	103.4
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	79.4	42.1	53.0
	1996	78.1	39.4	50.4
Etats-Unis ⁷	1985	89.0	89.6	100.6
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	107.1	105.5	98.5
	1997	112.1	106.9	95.3
Fidji	1985	91.8	94.6	103.1
	1989 *	100.0	100.0	100.0
	1993	121.1	111.9	92.4
	1996	130.7	107.1	82.0
Finlande	1985	97.3	94.8	97.4
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	83.8	88.0	105.0
	1997	86.6	87.0	100.5

Tableau 4: Indices d'emploi total et d'emploi public (suite)

(Année de base = année *)

Pays et territoire	Année	Emploi total	Emploi public	Part de l'empl. public dans l'empl. total
Guatemala	1985	80.4	81.0	100.8
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	108.9	101.0	92.7
	1996	108.5	93.3	86.0
Iles caïmanes	1991 *	100.0	100.0	100.0
	1995	119.7	100.6	84.0
	1996	123.0	108.3	88.0
Inde ⁸	1985	93.3	91.9	98.6
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	106.2	104.8	98.7
Iran, Rép. islamique d'	1986	84.3	79.5	94.3
	1991 *	100.0	100.0	100.0
	1996	111.3	98.0	88.1
Irlande	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	110.1	102.4	93.1
	1996	114.4	103.5	90.5
Japon	1986	90.6	102.8	113.5
	1991 *	100.0	100.0	100.0
	1996	112.9	103.9	92.0
Kazakstan	1994 *	100.0	100.0	100.0
	1995	99.2	98.8	99.6
	1996	99.4	99.9	100.5
	1997	100.3	102.7	102.4
Kenya	1985	71.3	96.0	134.7
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	83.7	99.4	118.8
	1996	93.2	99.4	106.7
Lettonie	1995 *	100.0	100.0	100.0
	1997	100.9	84.6	83.9
Malawi	1985	87.8	83.0	94.5
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	149.9	105.3	70.3
Malte	1995 *	100.0	100.0	100.0
	1998	101.3	99.4	98.1
Mexique	1988	92.7	99.4	107.1
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	105.4	98.1	93.1
	1996	109.0	98.8	90.7
Moldova, Rép. de ⁹	1985	100.4	126.4	125.8
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1996	80.2	36.4	45.4
	1997	79.5	34.3	43.2

Tableau 4: Indices d'emploi total et d'emploi public par sexe (suite)

(Année de base = année *)

Pays et territoire	Année	Emploi total	Emploi public	Part de de l'empl. public dans l'empl. total
Nouvelle-Zélande ¹⁰	1985	105.6	112.9	106.9
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	107.5	80.8	75.2
	1997	116.5	81.3	69.8
Philippines	1985	81.6	119.1	145.8
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	115.6	105.6	91.3
Pologne	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	82.3	62.2	75.6
	1996	83.0	59.8	72.1
Porto Rico	1985	79.3	81.5	102.8
	1991 *	100.0	100.0	100.0
	1994	104.9	101.7	97.0
	1997	115.6	108.0	93.4
République tchèque	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	93.0	35.7	38.3
	1997	92.7	27.2	29.4
Roumanie	1985	97.4	97.3	99.9
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	87.6	53.1	60.6
	1996	86.5	48.5	56.0
Royaume uni	1985	93.5	108.6	116.2
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	96.1	86.9	90.5
	1996	96.9	85.7	88.5
Russie, Fédération de	1990	100.0	100.0	100.0
	1995	89.1	40.5	45.5
Seychelles	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	110.8	106.7	96.4
Suède	1987	96.0	98.6	102.7
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	86.9	82.8	95.3
	1996	86.6	81.0	93.5
Tanzanie, Rép. -unie de	1984	68.6	92.4	134.7
	1991 *	100.0	100.0	100.0
Tonga	1986 *	100.0	100.0	100.0
	1996	136.1	104.3	76.6
Trinité-et-Tobago	1987	99.5	110.3	110.9
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	115.4	100.7	87.3
	1997	123.0	101.6	82.6

Tableau 4: Indices d'emploi total et d'emploi public (fin)**(Année de base = année *)**

Pays et territoire	Année	Emploi total	Emploi public	Part de l'empl. public dans l'empl. total
Turquie	1995 *	100.0	100.0	100.0
	1998	99.3	110.2	111.0
Zimbabwe	1985	90.7	91.9	101.3
	1990 *	100.0	100.0	100.0
	1995	104.0	92.4	88.8
	1997	111.0	96.6	87.0

NB: Dans la majorité des pays en développement l'emploi total correspond à l'emploi formel.

.. = Ne s'applique pas.

¹Dans le secteur public, ne sont pas comprises deux entreprises d'utilité publique.²Dans l'emploi public, seulement les salariés avec contrat régulier.³Emploi public dans l'Etat, les unités d'Etat et entreprises des villages et communes.⁴7 villes principales du pays.⁵Non compris dans l'emploi public les salariés du Ministère des affaires intérieures, du Ministère de la défense et les agriculteurs individuels.⁶Non compris dans l'emploi total les salariés des établissements privés de moins de dix salariés.⁷Salariés dans les activités non agricoles; uniquement emploi dans le secteur des administrations publiques.⁸Uniquement secteur public et entreprises privées de plus de dix salariés, non compris l'agriculture.⁹Pour 1996 et 1997, uniquement les régions situées dans la rive gauche des fleuves Dniester et M. Bende.¹⁰Non compris l'agriculture; l'emploi public ne comprend pas l'emploi dans la Banque centrale.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, Bureau de statistique, BIT, octobre 1998.

Variation de l'emploi public et de l'emploi dans les services fournis à la collectivité

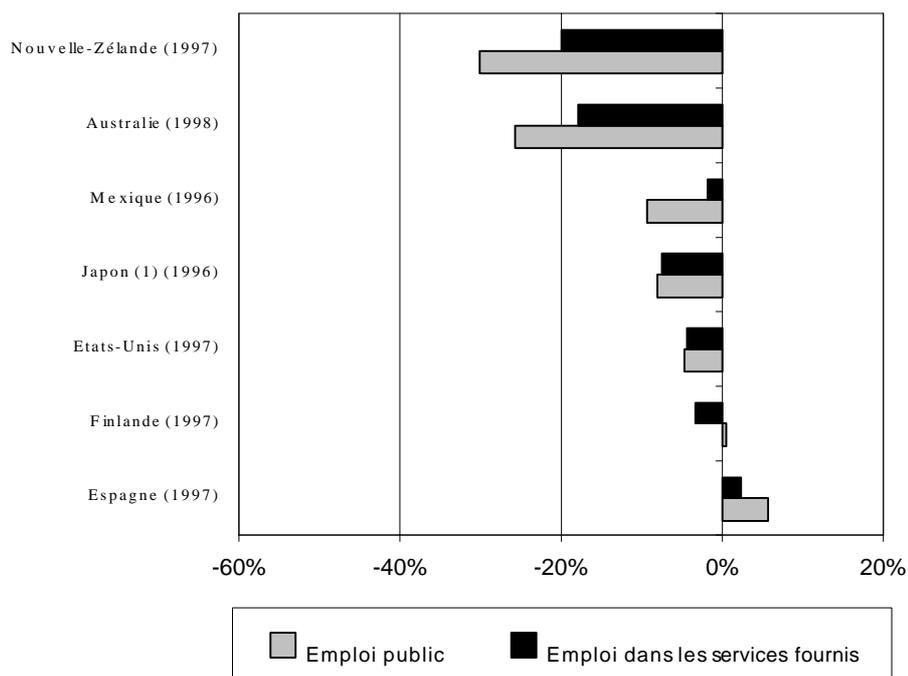
Dans les figures 19, 20 et 21 sont illustrées les variations des parts de l'emploi public et des services fournis à la collectivité dans l'emploi total. Pour chaque pays, l'indice de la dernière année disponible est comparé à l'indice de 1990. Les données de ces graphiques sont extraites des colonnes "total" et "CITI 9" du **Tableau 5** "Indices de la part de l'emploi public dans l'emploi total, par activité économique", page 33.

Par rapport à 1990, deux tendances principales ressortent de ces graphiques pour les 27 pays étudiés:

1. Une baisse générale de la part de l'emploi public dans l'emploi total à l'exception de l'Espagne, du Kenya et du Botswana, qui ont vu leur part augmenter au cours de ces dernières années.
2. Une baisse générale de la part de l'emploi dans les services fournis à la collectivités (administration, défense, services sociaux, enseignement, santé, etc.), mais celle-ci est nettement inférieure à celle constatée pour l'emploi public total.

Figure 19:

Variation de l'emploi public et de l'emploi dans les services fournis à la collectivité dans l'emploi total pour 7 pays de l'OCDE*
(Variation d'indices de différentes années par rapport à l'année de base 1990 = 100)

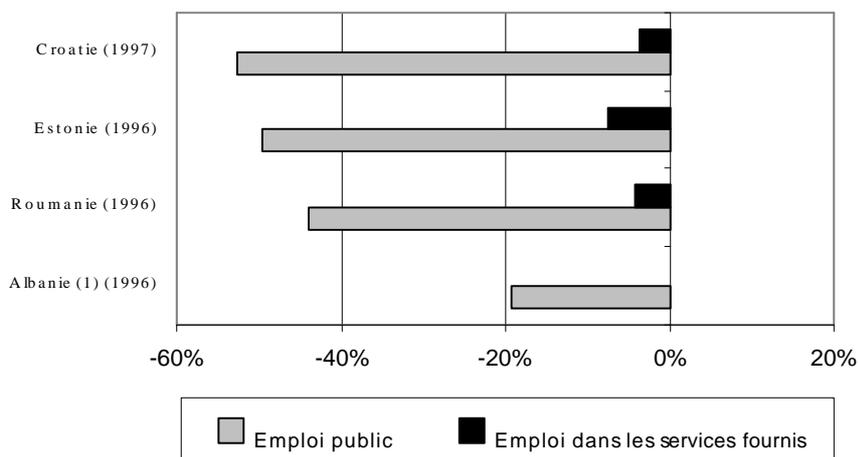


*Par ordre des pourcentages croissants des variations dans l'emploi public. (1) 1991 = 100.
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 20:

Variation de l'emploi public et de l'emploi dans les services fournis à la collectivité dans l'emploi total pour 4 pays en transition*

(Variation d'indices de différentes années par rapport à l'année de base 1990 =100)

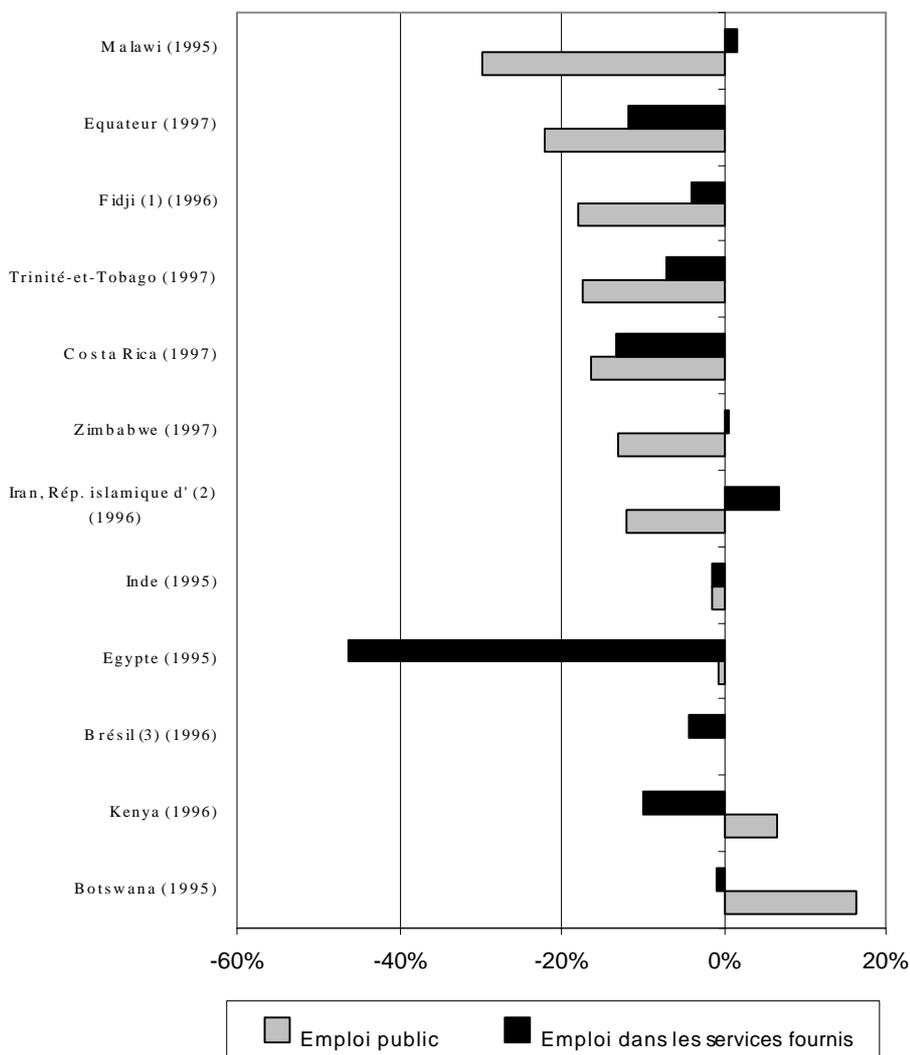


*Par ordre des pourcentages croissants des variations dans l'emploi public. (1) 1994 =100.
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Figure 21:

Variation de l'emploi public et de l'emploi dans les services fournis à la collectivité dans l'emploi total pour 12 pays en développement

(Variation d'indices de différentes années par rapport à l'année de base 1990 =100)



*Par ordre des pourcentages croissants des variations dans l'emploi public.
 (1) 1989 =100; (2) 1991 = 100; (3) 1992 = 100.
Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, BIT, octobre 1998.

Tableau 5: Indices de la part de l'emploi public dans l'emploi total, par activité économique **Total**
(Année de base = année *)

Pays ou territoire	Année	Total	Activités économiques (*)										
			CITI 1	CITI 2	CITI 3	CITI 4	CITI 5	CITI 6	CITI 7	CITI 8	CITI 9	CITI 0	
Albanie	1994 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	100.0	100.0
	1995	91.3	75.6	99.2	103.1	104.4	57.3	45.0	82.2	..	100.0	128.7	
	1996	80.7	62.5	95.0	114.4	153.5	36.9	30.1	68.6	..	100.0	132.1	
Australie	1985	110.4	..	111.4	170.0	97.3	126.9	158.8	203.7	117.7	88.9	..	
	1990 *	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1995	91.2	..	16.9	51.9	97.1	73.3	43.7	155.0	70.1	76.0	..	
	1998	74.2	..	0.0	16.8	82.3	35.3	0.0	59.9	23.0	82.0	..	
Botswana	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	..	100.0	..	
	1995	116.4	65.0	92.9	94.8	21.6	47.2	81.9	..	..	99.2	..	
Brésil	1992 *	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	
	1995	98.0	..	108.4	56.2	102.5	68.6	97.1	86.7	83.5	95.5	7.2	
	1996	100.0	..	116.2	76.7	97.6	87.2	111.0	79.0	79.9	95.8	62.4	
Colombie	1991 *	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	
	1995	76.6	..	..	96.8	106.1	39.0	54.8	43.5	54.8	43.7	90.6	
	1997	79.6	..	..	140.6	64.9	52.1	11.3	28.1	54.8	33.9	68.4	
	1998	81.7	..	..	..	..	7.6	12.7	..	33.3	..	..
Costa Rica	1987	96.1	350.1	..	100.5	94.9	77.0	128.1	131.9	99.3	99.1	..	
	1990 *	100.0	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1995	86.5	205.3	..	50.8	93.5	7.8	22.8	81.5	71.5	90.0	..	
	1997	83.7	0.0	..	56.5	85.1	32.7	0.0	41.6	51.5	86.8	..	
Croatie	1985	101.3	100.1	100.1	100.2	100.0	100.4	100.7	100.1	100.5	100.0	..	
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1996	55.7	78.7	57.1	48.0	88.9	41.8	37.9	79.1	53.7	94.0	..	
	1997	47.4	57.1	78.0	40.3	97.0	32.3	14.9	65.4	38.7	96.3	..	
Egypte	1985	103.5	95.3	116.4	101.5	99.4	96.8	110.9	105.6	104.1	110.2	..	
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1995	99.4	93.4	81.0	97.6	98.9	102.3	99.8	105.0	96.4	53.6	..	
Equateur	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1995	75.4	0.0	6.2	43.7	64.3	12.2	13.6	21.5	28.4	89.8	..	
	1997	78.0	2.4	9.4	22.0	69.3	11.7	9.1	19.4	41.7	88.2	..	
Espagne	1987	93.6	74.5	100.7	118.2	97.4	125.7	138.5	97.9	118.2	93.5	..	
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1995	105.2	92.8	60.6	68.6	105.1	87.5	53.4	81.9	75.4	99.0	..	
	1997	105.7	116.9	70.5	57.2	101.6	77.4	45.3	61.6	59.8	102.2	..	
Estonie	1989	103.4	104.4	100.0	103.0	99.5	109.1	105.2	103.0	106.7	100.7	..	
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..	
	1995	53.0	24.4	87.9	16.7	73.7	37.1	9.4	52.4	45.2	92.7	..	
	1996	50.4	21.7	88.8	13.1	75.4	38.4	0.0	47.3	38.5	92.6	..	
Etats-Unis	1985	100.6	..	..	114.1	..	228.2	110.3	..	236.6	120.9	..	
	1990 *	100.0	..	..	100.0	..	100.0	100.0	..	100.0	100.0	..	
	1995	98.5	..	..	59.0	..	82.0	68.7	..	81.7	97.1	..	
	1997	95.3	..	..	44.8	..	72.4	73.7	..	47.1	95.6	..	

Tableau 5: Indices de la part de l'emploi public dans l'emploi total, par activité économique **Total**
(suite) (Année de base = année *)

Pays ou territoire	Année	Total	Activités économiques (*)										
			CITI 1	CITI 2	CITI 3	CITI 4	CITI 5	CITI 6	CITI 7	CITI 8	CITI 9	CITI 0	
Fidji	1989 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1993	92.4	45.4	85.5	97.1	100.0	80.8	34.2	98.8	105.3	99.4	99.4	..
	1996	82.0	97.4	54.3	70.4	100.0	61.8	43.5	85.1	70.8	96.0	96.0	..
Finlande	1985	97.4	70.0	..	132.0	105.0	156.4	89.0	110.0	60.1	94.0	94.0	..
	1990 *	100.0	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	105.0	115.2	..	73.6	134.4	127.7	78.7	29.8	134.6	97.6	97.6	..
	1997	100.5	94.5	..	24.1	101.8	95.1	72.0	15.6	131.2	96.6	96.6	..
Inde	1985	98.6	99.3	99.0	95.9	99.4	99.9	93.8	99.8	98.6	100.1	100.1	..
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	98.7	98.0	100.2	91.2	100.3	101.2	101.9	99.7	99.0	98.6	98.6	..
Iran, Rép. islamique d'	1986	94.3	64.8	92.4	99.6	90.5	68.9	103.1	83.5	107.7	98.8	98.8	126.5
	1991 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	1996	88.1	89.6	88.6	76.5	90.7	52.2	63.3	70.8	84.0	106.8	106.8	145.4
Japon	1986	113.5	129.2	111.7	116.1	99.5	..	100.2	168.9	126.9	115.2	115.2	..
	1991 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1996	92.0	62.5	162.9	104.5	9.8	30.5	93.6	104.0	103.8	92.6	92.6	..
Kenya	1985	134.7	135.9	836.4	94.9	102.3	118.3	89.2	98.0	108.5	107.7	107.7	..
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	118.8	93.9	183.0	86.6	96.5	79.1	63.6	79.6	84.2	108.8	108.8	..
	1996	106.7	90.0	179.2	81.9	28.6	76.5	82.2	78.2	81.5	90.1	90.1	..
Malawi	1985	94.5	108.4	..	132.1	88.5	158.1	119.4	138.2	89.8	100.5	100.5	..
	1990 *	100.0	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	70.3	57.4	..	88.4	130.0	78.0	164.2	94.3	92.4	101.8	101.8	..
Mexique	1988	107.1	94.8	125.2	185.7	..	99.1	165.2	131.3	108.2	100.4	100.4	..
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	..	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	93.1	92.3	10.5	25.3	..	99.0	36.3	55.0	15.8	98.7	98.7	..
	1996	90.7	89.1	10.4	24.2	..	98.4	35.9	48.7	14.2	98.2	98.2	..
Moldova, Rép. de	1996 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1997	95.1	75.4	66.7	74.2	95.0	65.0	77.6	83.1	82.7	100.5	100.5	..
Nouvelle-Zélande	1985	106.9	349.0	205.7	28.3	109.6	176.3	106.8	149.5	112.9	101.2	101.2	..
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	75.2	8.8	86.2	12.0	83.9	45.4	53.7	32.2	24.3	89.4	89.4	..
	1997	69.8	15.5	105.4	4.8	85.9	50.4	51.2	30.7	30.0	80.1	80.1	..
Pologne	1995 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1996	95.3	62.7	100.1	90.4	99.4	88.0	83.4	97.4	98.5	99.4	99.4	..
Porto Rico	1985	102.8	170.7	..	117.1	100.0	..	..	76.9	126.9	107.6	107.6	..
	1991 *	100.0	100.0	..	100.0	100.0	..	..	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1994	97.0	97.2	..	50.0	100.0	..	..	82.6	94.3	96.3	96.3	..
	1997	93.4	0.0	..	0.0	100.0	..	..	73.3	86.8	91.2	91.2	..
République tchèque	1995 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1997	76.6	7077.8	21.2	42.1	43.3	48.9	25.0	93.9	72.5	96.3	96.3	..

Tableau 5: Indices de la part de l'emploi public dans l'emploi total, par activité économique **Total**
(fin) (Année de base = année *)

Pays ou territoire	Année	Total	Activités économiques (*)									
			CITI 1	CITI 2	CITI 3	CITI 4	CITI 5	CITI 6	CITI 7	CITI 8	CITI 9	CITI 0
Roumanie	1985	99.9	100.2	100.0	98.6	100.0	97.9	107.5	100.4	103.4	104.7	..
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	60.6	39.3	98.8	69.5	99.6	40.4	21.0	75.0	56.5	94.2	..
	1996	56.0	34.6	97.8	58.8	97.0	35.7	17.2	72.4	60.1	95.7	..
Tanzanie, Rép. -unie de	1984 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1991	74.2	76.4	21.0	91.0	100.0	56.7	25.2	62.5	105.4	80.8	..
Tonga	1986 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1996	76.6	2.8	35.5	1.8	96.7	0.7	60.1	77.0	85.8	112.7	..
Trinité-et-Tobago	1987	110.9	121.3	113.6	134.7	101.6	103.7	126.9	107.6	115.5	105.6	..
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1995	87.3	95.1	100.5	57.7	99.3	81.5	31.2	67.6	110.9	95.2	..
	1997	82.6	107.4	94.8	81.8	95.5	59.6	31.0	63.3	78.4	92.9	..
Turquie	1995 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	..
	1998	111.0	193.1	63.2	94.4	96.5	124.0	98.9	82.5	107.8	119.5	..
Zimbabwe	1985	101.3	70.6	93.6	117.8	98.8	111.8	98.3	105.5	107.9	98.9	130.2
	1990 *	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	1995	88.8	67.4	174.2	32.4	100.0	100.9	117.7	85.6	92.7	98.0	77.0
	1997	87.0	70.9	173.9	15.6	100.0	99.5	49.3	86.9	66.9	100.7	65.6

NB: Dans la majorité des pays en développement l'emploi total correspond à l'emploi formel. .. = Ne s'applique pas.
* Activités économiques selon la classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activités économiques (19968), CITI Rév.2: CITI 1 =Agriculture, chasse, sylviculture et pêche; CITI 2= Industries extractives; CITI 3 = Industries manufacturières; CITI 4 = Electricité, gaz et eau; CITI 5 = Bâtiments et travaux publics; CITI 6 = Commerce de gros et de détail; restaurants et hôtels; CITI 7 = Transports, entrepôts et communications; CITI 8 = Banques, assurances affaires immobilières et services fournis aux entreprises; CITI 9 = Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels; CITI 0 = Activités mal désignées.

Source: Enquête sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public, Bureau de statistique, BIT, octobre 1998.

Annexe 1

Liste des pays et territoires contenus dans la Base de Données des statistiques de l'Emploi dans le Secteur Public (BDESP)

(Avec indication sur l'organisme responsable, le type de source des données et l'unité de mesure)

Pays ou territoire	Organisme responsable	Type ¹ de source des données	Unité ² de mesure
Afrique du Sud *	Central Statistical Service	2	1
Albanie	Institut de la statistique	...	...
Allemagne	Statistisches Bundesamt	...	...
Australie	Australian Bureau of Statistics	2	1
Azerbaïdjan	State Committee on Statistics of Rep. of Azerbaijan	4	1
Bahamas	Department of Statistics	1	1
Bahreïn	Central Statistics Organisation, Directorate of Statistics	5	1
Bangladesh	Statistics Division	4	2
Barbade	Barbados Statistical Service	1	1
Bélarus	Ministry of Statistics and Analysis	2	1
Belize	Central Statistical Office	1	1
Bhoutan	Central Statistical Organization	3	...
Bosnie-Herzégovine	Federal Statistical Office	3	1
Botswana	Central Statistics Office	2	4
Brésil	Fundaçao I.B.G.E.	1	1
Bulgarie *	Institut national de statistique	2	1
Burkina Faso	Institut national de la statistique et de la démographie	3	...
Canada	Statistics Canada	1	1
Chine *	State Statistical Bureau	4	1
Chypre *	Department of Statistics and Research, Ministry of Finance	4	1
Colombie	Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE)	1	1
Costa Rica	Area de Estadística y Censos, Ministerio de Economía,	6	1
Croatie	Statistical Office of the Republic of Croatia	3	1
Danemark	Danmarks Statistik	3	1
Egypte	Central Agency for Public Mobilisation and Statistics	2	1
Equateur	Instituto Nacional de Estadística y Censos	1	1
Espagne	Instituto Nacional de Estadística	1	1
Estonie	Statistical Office of Estonia	1	1
Etats-Unis	Bureau of Labor Statistics	2	1
Ethiopie	Central Statistical Authority	3	1
Fidji	Bureau of Statistics	2	1
Finlande	Statistics Finland	1	1
Gabon	Ministère de la Planification et de l'économie	...	...
Gambie	Central Statistics Department, Ministry of Finance	6	3
Guadeloupe	INSEE - Service Régional de la Guyane française	6	1
Guatemala *	Departamento de Estadística, Ministerio de Trabajo y Prevision Social	3	1
Guyane française	INSEE - Service Régional de la Guadeloupe	6	1
Hongrie	Hungarian Central Statistical Office	2	2
Ile de Man	Economic Affairs Division, Isle of Man Treasury	5	1
Iles Caïmanes	Statistics Office	6	1
Iles Falkland	Government House	...	...
Inde	Department of Statistics, Ministry of Planning	2	1
Indonesie	Central Bureau of Statistics	3	1
Iran, Rép. islamique d'	Statistical Centre of Iran	6	1
Irlande	Central Statistics Office	2	1
Jamahiriya arabe libyenne	National Authority for Information and Documentation	6	1
Japon	Statistics Bureau	2	1
Jordanie	Department of Statistics	...	...
Kazakstan	National Statistical Agency, Ministry of Economy and Trade	...	...
Kenya	Central Bureau of Statistics	2	1
Lettonie	International Cooperation, State Statistical Bureau	4	1
Luxembourg	STATEC	...	...
Macao	Direcçao de Servicos de Estatística e Censos	3	1
Malaisie	Jabatan Perangkaan Malaysia, Wisma Statistik	3	1
Malawi	National Statistical Office	2	...
Malte	Central Office of Statistics	3	2

Annexe 1 (suite et fin)

Liste des pays et territoires contenus dans la Base de Données des statistiques de l'Emploi dans le Secteur Public (BDESP)

(Avec indication sur l'organisme responsable, le type de source des données et l'unité de mesure)

Pays ou territoire	Organisme responsable	Type de source des données	Unité de mesure
Maroc	Direction statistique, Ministère chargé de la population	1	1
Martinique	INSEE - Service Régional de la Martinique	6	1
Mexique	INEGI	6	1
Moldova, Rép. de	State Dept. on Statistics	2	1
Myanmar	Central Statistical Organisation, Ministry of National Planning	2	1
Norvège	Statistics Norway	7	1
Nouvelle-Zélande	Statistics New Zealand	6	3
Oman *	Development Council, General Secretariat	3	1
Panama	Dirección de Estadística y Censo, Contraloría General de la República	3	2
Philippines	National Statistics Office	1	1
Pologne	Central Statistical Office	2	3
Porto Rico	Bureau of Labor Statistics, Department of Labor and	1	1
Rép. arabe syrienne	Central Bureau of Statistics, Office of the Prime Minister	...	...
République de Corée *	National Statistical Office	4	1
République Dominicaine	Edificio de Oficinas Gubernamentales	...	...
Republique tchèque	Statistical Office	2	1
Roumanie	Commission nationale de statistique	6	1
Royaume-Uni	Office for National Statistics	4	1
Russie, Fédération de	State Committee on Statistics	6	1
Sénégal	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	...	...
Seychelles *	Management and Information System Division	3	1
Singapour	Department of Statistics, Ministry of Trade and Industry	...	1
Slovénie	Zavod Republike Slovenie za Statistiko	3	1
Sri Lanka	Department of Census and Statistics	1	1
Suède	Statistics Sweden	1	1
Tanzanie, Rép. -unie de	Bureau of Statistics	6	1
Thaïlande	National Statistical Office	1	1
Tonga	Statistics Department	5	1
Trinité-et-Tobago	Central Statistical Office	1	1
Turquie	State Institute of Statistics, Prime Ministry	1	...
Zimbabwe	Central Statistical Office	2	1

* = Données extraites de publications nationales.

... = sans indication.

(1) type de source des données:

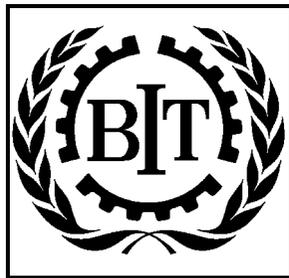
- 1 Enquête sur la main d'oeuvre
- 2 Enquête auprès des établissements
- 3 Registres administratifs
- 4 Evaluation officielle
- 5 Recensement de population
- 6 Combinaison de différentes sources
- 7 Comptes nationaux

(2) Unité de mesure:

- 1 Personne employée
- 2 Personne travaillant à plein temps
- 3 Equivalent à plein temps
- 4 Personne sous contrat régulier

Annexe 2:

Questionnaire
sur
les statistiques de l'emploi
dans le secteur public



Bureau International du Travail

QUESTIONNAIRE

sur les statistiques de

L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC

Le but de ce questionnaire est de tester la possibilité de constituer une base de données internationales sur les statistiques de l'emploi dans le secteur public

Veillez remplir les tableaux conformément aux instructions fournies.

Veillez faire parvenir ce questionnaire au BIT avant le **15 septembre 1998**.

Pays:
(ou territoire)

Organisme:

Nom:

Adresse:

Personne à contacter:

Nom:

Tél.:

Fax:

E-mail:

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

*M. Hammouya Tél.: +4122/7996345; e-mail: hammouya@ilo.org
E. Hoffmann Tél.: +4122/7998076; e-mail: hoffmann@ilo.org*

Bureau de Statistique, BIT
CH-1211 Genève 22
Suisse
Fax: 4122/7796957

Instructions pour compléter les tableaux

1. Instructions générales:

Lorsqu'il n'est pas possible de fournir des données strictement conformes aux instructions concernant les définitions ou les catégories, veuillez fournir les données qui s'en rapprochent le plus, en précisant dans les tableaux, sous la rubrique "Définitions / Notes / Remarques générales", les caractéristiques de ces données et toute divergence qu'elle présentent avec les données demandées.

Veuillez préciser les informations demandées sur les "sources de données" et les "unités de mesure" dans les tableaux, sous leurs rubriques respectives.

Les données devraient être fournies pour quatre années dont la dernière année disponible et les années 1985, 1990 et 1995, ou des années proches de celles-ci. Veuillez inscrire l'année correspondante aux endroits indiqués et préciser la date ou la période de référence sous la rubrique "Définitions / Notes / Remarques générales".

2. Définitions:

L'**emploi total dans le secteur public** devrait comprendre tous les emplois dans le secteur des administrations publiques tel qu'il est défini dans le *Système de comptabilité nationale 1993* (voir Annexe, page 7) et tous les emplois des sociétés et entreprises publiques. Il couvre donc, toutes les personnes employées dans le secteur public, quelque soit leur statut ou leur type de contrat.

L'**emploi dans le secteur des administrations publiques** est l'emploi total de toutes les unités institutionnelles résidentes et opérantes aux niveaux central, d'Etats fédérés (ou des Régions) et local. Ces unités se composent de toutes les unités d'administration, des administrations de sécurité sociale et de toutes les Institutions Sans But Lucratif (ISBL) non marchandes contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics.

Les *unités d'administration publiques* exercent des fonctions d'administration et leur pouvoir fiscal, législatif et exécutif ne s'étend qu'au territoire géographique de leur compétence.

Les *unités d'administration centrale*, dont le pouvoir politique s'étend sur la totalité du territoire national, se composent en général d'une unité institutionnelle constituée par tous les départements centraux ou ministères, souvent d'agences autonomes exerçant des fonctions particulières, ainsi que des ISBL non marchandes contrôlées et majoritairement financées par l'unité institutionnelle. Les administrations qui répondent aux besoins locaux et qui dépendent directement de l'administration centrale doivent être considérées comme faisant partie de l'unité institutionnelle centrale. (voir Annexe, paragraphes 4.117 à 4.122, pages 7 et 8).

Les *unités d'administration d'Etats fédérés (ou unités d'administration régionale)* sont "les administrations d'Etats fédérés (ou les administrations de Régions) qui sont des unités institutionnelles distinctes, ainsi que les ISBL non marchandes contrôlées et majoritairement financées par les administrations des Etats fédérés (ou des Régions)". Leur pouvoir fiscal, législatif et exécutif ne s'étend qu'aux "Etats" (ou aux Régions) du pays. Elles peuvent posséder des agences autonomes pour certaines fonctions particulières (voir Annexe, paragraphes 4.123 à 4.127, page 8).

Les *unités d'administration locales* sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif est généralement plus limité que celui des administrations centrales ou d'Etats (ou régionales). Elles agissent souvent comme fournisseur d'un large éventail de services aux résidents locaux, et dépendent souvent de soutiens ou de transferts provenant des administrations de niveaux supérieurs (voir Annexe, paragraphes 4.128 et 4.129, page 9).

Les *Institutions Sans But Lucratif (ISBL)* sont des personnes morales qui sont autonomes par rapport aux administrations

publiques. Elles sont classées dans le secteur des administrations publiques si elle sont non marchandes et aussi, financées et contrôlées par les pouvoirs publics.

Les *administrations de sécurité sociale* sont les "systèmes de sécurité sociale couvrant l'ensemble de la collectivité ou d'importants sous-ensembles de la collectivité qui sont rendus obligatoires et contrôlés par des administrations publiques". Les systèmes de sécurité sociale peuvent opérer à chaque niveau d'administrations publiques (voir Annexe, paragraphe 4.130, page 9).

L'**emploi dans les sociétés et entreprises publiques** est l'emploi dans toutes les unités de production de biens ou services, opérant sur un marché, et appartenant majoritairement aux unités d'administration centrale, d'Etats fédérés (ou régionale) et locale et/ou contrôlées par elles.

3. Instructions spécifiques:

Dans les **tableaux 1A (Total) et 1B (Femmes)**: sont demandées les données relatives à l'emploi dans le secteur public par type d'institution et niveau d'administration, et à l'emploi privé total.

Les données devraient être fournies par niveau d'administration et par type d'institution, selon les définitions ci-dessus. Si les données sont disponibles selon d'autres définitions, veuillez préciser ces définitions sous la rubrique "Définitions / Notes / Remarques générales".

Dans les **tableaux 2A (Total) et 2B (Femmes)**: sont demandées les données sur l'emploi total et l'emploi dans le secteur public par activité économique.

Veuillez cocher la case correspondante à la version utilisée de la Classification Internationale Type, par Industrie: CITI Rév.2 ou CITI Rév.3.

Merci pour votre collaboration

Tableau 1A: Emploi dans le secteur public par type d'institution et niveau d'administration, et emploi privé total

TOTAL

Pays:	Source des données:	Unité de mesure:
	<input type="checkbox"/> Enquête sur la main d'oeuvre <input type="checkbox"/> Enquête auprès des établissements <input type="checkbox"/> Registres administratifs	<input type="checkbox"/> Evaluation officielle <input type="checkbox"/> Combinaison de différentes sources <input type="checkbox"/>

Année	Niveau d'administration	Emploi dans le secteur des administrations publiques				Emploi dans les Sociétés et entreprises publiques	Emploi total dans le secteur public (6+7)	Emploi dans le secteur privé (Total)
		Unités d'administrations	Administrations de sécurité sociale	Autres institutions publiques sans but lucratif	Total (3+4+5)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dernière année disponible 199__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							
1995 ou une année proche de 1995 199__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							
1990 ou une année proche de 1990 199__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							
1985 ou une année proche de 1985 198__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							

Définitions / Notes / Remarques générales:

Tableau 1B: Emploi dans le secteur public par type d'institution et niveau d'administration, et emploi privé total

FEMMES

Pays:	Source des données:	Unité de mesure:
	<input type="checkbox"/> Enquête sur la main d'oeuvre <input type="checkbox"/> Enquête auprès des établissements <input type="checkbox"/> Registres administratifs	<input type="checkbox"/> Evaluation officielle <input type="checkbox"/> Combinaison de différentes sources <input type="checkbox"/>

Année	Niveau d'administration	Emploi dans le secteur des administrations publiques				Emploi dans les sociétés et entreprises publiques	Emploi total dans le secteur public (6+7)	Emploi dans le secteur privé (Total)
		Unités d'administrations	Administrations de sécurité sociale	Autres institutions publiques sans but lucratif	Total (3+4+5)			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dernière année disponible 199__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							
1995 ou une année proche de 1995 199__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							
1990 ou une année proche de 1990 199__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							
1985 ou une année proche de 1985 198__	Central/Fédéral							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Régional/Etats fédérés							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Local							☆☆☆☆☆☆☆☆
	Total							

Définitions / Notes / Remarques générales:

Tableau 2A: Emploi total et emploi dans le secteur public par activité économique

TOTAL

Pays:	Source des données: <input type="checkbox"/> Enquête sur la main d'oeuvre <input type="checkbox"/> Evaluation officielle <input type="checkbox"/> Enquête auprès des établissements <input type="checkbox"/> Combinaison de différentes sources <input type="checkbox"/> Registres administratifs <input type="checkbox"/>	Unité de mesure: <input type="checkbox"/> Personne (total) <input type="checkbox"/> Equivalent à plein temps <input type="checkbox"/> Personne sous contrat régulier <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Personne travaillant à plein temps
--------------	--	---

Activités économiques CITI Rév. 2	<input type="checkbox"/> CITI Rév.2 <input type="checkbox"/> CITI Rév.3		<input type="checkbox"/> CITI Rév.2 <input type="checkbox"/> CITI Rév.3		<input type="checkbox"/> CITI Rév.2 <input type="checkbox"/> CITI Rév.3		<input type="checkbox"/> CITI Rév.2 <input type="checkbox"/> CITI Rév.3		Activités économiques CITI Rév. 3
	1985 ou une année proche de 1985 198__		1990 ou une année proche de 1990 199__		1995 ou une année proche de 1995 199__		Dernière année disponible 199__		
	Emploi total	Emploi public							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									A
2									B
3									C
4									D
5									E
6									F
7									G
8									H
9									I
0									J
									K
									L
									M
									N
									O
									P
									Q
									X
Total									Total

Définitions / Notes / Remarques générales:

Tableau 2B: Emploi total et emploi dans le secteur public par activité économique

FEMMES

Pays:	Source des données: <input type="checkbox"/> Enquête sur la main d'oeuvre <input type="checkbox"/> Enquête auprès des établissements <input type="checkbox"/> Registres administratifs <input type="checkbox"/> Evaluation officielle <input type="checkbox"/> Combinaison de différentes sources <input type="checkbox"/>	Unité de mesure: <input type="checkbox"/> Personne (total) <input type="checkbox"/> Personne sous contrat régulier <input type="checkbox"/> Personne travaillant à plein temps <input type="checkbox"/> Equivalent à plein temps <input type="checkbox"/>
--------------	--	--

Activités économiques	<input type="checkbox"/> CITI Rév.2		<input type="checkbox"/> CITI Rév.3		<input type="checkbox"/> CITI Rév.2		<input type="checkbox"/> CITI Rév.3		Activités économiques
	1985 ou une année proche de 1985		1990 ou une année proche de 1990		1995 ou une année proche de 1995		Dernière année disponible		
	198__		199__		199__		199__		
CITI Rév. 2	Emploi total	Emploi public	Emploi total	Emploi public	Emploi total	Emploi public	Emploi total	Emploi public	CITI Rév. 3
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									A
2									B
3									C
4									D
5									E
6									F
7									G
8									H
9									I
0									J
									K
									L
									M
									N
									O
									P
									Q
									X
Total									Total

Définitions / Notes / Remarques générales:

ANNEXE: Extrait du chapitre IV: Unités institutionnelles et secteurs, pages 109 à 112 du "Système de comptabilité nationale 1993",

Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993.

- 3 Le secteur des administrations publiques: (S.13)**
- 4.113. Le secteur des administrations publiques se compose des groupes d'unités institutionnelles résidentes suivantes:
- a) Toutes les unités d'administration : au niveau central, au niveau des Etats dans une fédération ou au niveau local;
 - b) Toutes les administrations de sécurité sociale à chaque niveau administratif;
 - c) Toutes les institutions sans but lucratif non marchandes qui sont contrôlées et principalement financées par des administrations publiques.
- Le secteur ne comprend pas les sociétés publiques, même quand la totalité du capital de ces entreprises est détenue par des administrations. Il ne comprend pas non plus les quasi-sociétés qui sont possédées et contrôlées par des administrations publiques. Par contre, les entreprises non constituées en sociétés qui appartiennent à des administrations publiques et qui ne sont pas des quasi-sociétés restent partie intégrante de ces administrations, et elles doivent donc être incluses dans le secteur des administrations publiques.
4. Les sous-secteurs du secteur des administrations publiques
114. Le Système propose deux variantes de sous-sectorisation du secteur des administrations publiques. La première se présente comme suit:
- a) L'administration centrale (S.1311);
 - b) Les administrations d'Etats fédérés (S.1312);
 - c) Les administrations locales (S.1313);
 - d) Les administrations de sécurité sociale (S.1314).
- 4.115. La deuxième variante est la suivante:
- a) L'administration centrale et les administrations de sécurité sociale opérant au niveau de l'administration centrale;
 - b) Les administrations d'Etats fédérés et les administrations de sécurité sociale opérant au niveau de ces Etats (S.1322);
 - c) Les administrations locales et les administrations de sécurité sociale opérant au niveau des administrations locales (S.1323).
- 4.116. Comme cela est expliqué plus complètement plus loin, le choix entre ces deux variantes dépend principalement de la taille, ou de l'importance, des administrations de sécurité sociale dans un pays et de la façon dont elles sont dirigées. Dans certains pays, il n'existe pas nécessairement de niveau intermédiaire véritable d'administration entre l'administration centrale et les administrations locales, auquel cas on ne distingue pas de sous-secteur des "administrations d'Etats fédérés".
- L'administration centrale (S.1311)*
- 4.117. Le sous-secteur de l'administration centrale comprend l'unité institutionnelle, ou les unités institutionnelles, qui constitue l'administration centrale et les institutions sans but lucratif contrôlées et principalement financées par l'administration centrale.
- 4.118. Le pouvoir politique de l'administration centrale s'étend sur la totalité du territoire national. L'administration centrale a donc le pouvoir de lever des impôts sur toutes les unités, résidentes et non résidentes, qui sont engagées dans des activités économiques dans le pays. Parmi ses responsabilités politiques figurent la défense nationale et les relations avec les gouvernements étrangers; l'administration centrale cherche également à assurer un fonctionnement efficace du système social et économique au moyen d'une législation et d'une réglementation appropriées; le maintien de l'ordre public fait également partie de ses objectifs. Elle est responsable de la prestation de services collectifs au profit de la population dans son ensemble et elle engage, à cet effet, des dépenses pour la défense et pour la gestion des affaires publiques. Elle peut, en outre, effectuer des dépenses pour fournir des services qui, comme l'éducation ou la santé, profitent principalement à des ménages pris individuellement. Enfin, elle peut procéder à des transferts au profit d'autres unités institutionnelles, qu'il s'agisse de ménages, d'institutions sans but lucratif, de sociétés ou d'autres échelons des administrations publiques.
- 4.119. Dans la plupart des pays, l'administration centrale constitue un sous-secteur vaste et complexe. Elle se compose en général d'un noyau central de départements ou de ministères qui constitue une seule unité institutionnelle et, dans beaucoup de pays, elle comprend d'autres unités institutionnelles. Les

départements peuvent être responsables de dépenses d'un montant considérable dans le cadre du budget général de l'Etat, mais ils ne sont cependant pas des unités institutionnelles distinctes. Un département n'a, en effet, pas la capacité de posséder des actifs, de prendre des engagements, d'engager des opérations, etc., de sa propre initiative, c'est-à-dire indépendamment de l'administration centrale prise dans son ensemble. Il ne serait pas possible d'élaborer, pour chaque département comme s'il s'agissait d'une entité juridique distincte, des comptes de revenu et d'accumulation ou des comptes de patrimoine qui aient un sens ou qui soient utiles pour l'analyse. Par ailleurs, il peut exister des agences de l'administration centrale qui ont une identité juridique distincte et qui jouissent d'une large autonomie; elles peuvent être libres de déterminer le volume et la composition de leurs dépenses et disposer d'une source directe de revenu sous forme d'impôts réservés. Ces agences sont souvent créées pour exercer des fonctions particulières, comme la construction de routes ou la production de services non marchands de santé ou d'éducation. Il faut les traiter comme des unités institutionnelles distinctes Si elles tiennent une comptabilité complète, mais elles font pallier du sous-secteur de l'administration centrale Si elles répondent aux conditions exposées au paragraphe 4.104 (voir fin de l'extrait, page 9).

4.120. Il est fréquent que, de façon délibérée, les départements de l'administration centrale soient géographiquement dispersés et situés dans différents endroits du pays, mais ils n'en restent pas des parties d'une unité institutionnelle unique. De même, Si l'administration centrale entretient des services ou des agences dans différentes parties du pays pour répondre aux besoins locaux, comme des bases militaires ou des installations destinées à la défense nationale, ces unités doivent elles aussi être considérées comme

faisant partie d'une unité institutionnelle unique d'administration centrale. Cependant, pour les besoins de l'élaboration de comptes de production par type d'activité productive, l'établissement est utilisé comme unité statistique, et les unités de production situées dans des régions différentes doivent être traitées comme des établissements distincts, même si elles font partie de la même unité institutionnelle.

4.121. Dans certains pays, l'administration centrale peut inclure des unités qui réalisent des opérations financières qui, dans d'autres pays, seraient du ressort de la banque centrale. Il arrive en particulier que des unités de l'administration centrale soient responsables de l'émission de monnaie, du maintien des réserves internationales et de l'exploitation de fonds de stabilisation des changes, ainsi que des opérations avec le Fonds monétaire international (FMI). Lorsque ces unités restent financièrement intégrées à l'administration centrale, sous son contrôle et sous sa supervision directs, elles ne peuvent pas être traitées comme des unités institutionnelles distinctes. De plus, les fonctions d'autorité monétaire exercées par l'administration centrale relèvent du secteur des administrations publiques et non de celui des sociétés financières. Cependant, étant donné l'importance que présentent, pour l'analyse, des comptes qui couvrent les autorités monétaires dans leur ensemble, et pour fournir des liens avec d'autres systèmes statistiques, comme le Manuel de la balance des paiements, les Statistiques de finances publiques, et les Statistiques monétaires et bancaires du FMI, il est recommandé que soient identifiées à part les opérations des agences de l'administration centrale qui exercent des fonctions d' autorité monétaire ou d'établissements de dépôts. Ces opérations pourront a combinées avec celles de la banque centrale et des autres institutions de dépôts, pour être présentées, si besoin est, dans des tableaux particuliers.

4.122. Il faut enfin relever que les administrations de sécurité sont traitées, dans le Système, comme des unités institutionnelles distinctes à chaque niveau des administrations publiques, même si, dans certains pays, leurs finances sont intégrées en partie avec celles de ces administrations. Les administrations de sécurité sociale sont décrites plus loin. Cependant, traiter les administrations de sécurité comme des unités institutionnelles distinctes n'empêche pas, bien entendu, de les regrouper, dans un même sous-secteur, avec les administrations auxquelles elles sont associées; c'est d'ailleurs ce que préconise la deuxième variante de sous-sectorisation du secteur des administrations publiques.

Les administrations d'Etats fédérés (S.1312)

4.123. Le sous-secteur des administrations d'Etats fédérés comprend les administrations d'Etats fédérés qui sont des unités institutionnelles distinctes, ainsi que les institutions sans but lucratif contrôlées et majoritairement financées par les administrations d'Etats fédérés.

4.124. Les administrations d'Etats fédérés sont des unités institutionnelles qui exercent certaines fonctions d'administration à un niveau inférieur à celui de l'administration centrale et supérieur à celui des unités institutionnelles d'administration qui se situent au niveau local. Ce sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif ne s'étend qu'aux "Etats" entre lesquels le pays est éventuellement partagé. Ces "Etats" peuvent porter des noms différents selon les pays. Dans certains pays, en particulier les petits, il n'existe pas toujours d'Etats ni d'administrations d'Etats fédérés. Dans les grands pays par contre, et notamment dans ceux qui ont des constitutions de type fédéral, il arrive que les

administrations des Etats fédérés aient des pouvoirs et des responsabilités considérables.

- 4.125. Une administration d'Etats fédérés a en général le pouvoir fiscal de lever des impôts sur les unités institutionnelles qui résident, ou qui s'engagent dans des activités économiques ou des opérations, sur son territoire de compétence (et pas dans d'autres territoires). En tout état de cause, pour être considérée comme une unité institutionnelle, il lui faut avoir la capacité de posséder des actifs, de se procurer des ressources financières et de prendre des engagements en son nom propre. Il faut également qu'elle ait le droit de dépenser ou d'affecter une partie, voire la totalité, des impôts ou des autres recettes qu'elle perçoit, en fonction de ses propres politiques, dans le cadre de la législation générale du pays, encore que certains transferts reçus de l'administration centrale puissent être liés à des buts particuliers. Elle doit également être en mesure de nommer ses propres fonctionnaires, indépendamment du contrôle administratif externe. Par contre, si une unité régionale dépend entièrement des fonds attribués par l'administration centrale et si l'administration centrale dicte également la façon dont ces fonds doivent être dépensés au niveau régional, l'unité régionale doit être traitée comme une agence de l'administration centrale plutôt que comme une unité institutionnelle distincte.
- 4.126. Les administrations d'Etats fédérés, là où il en existe, se distinguent par le fait que leur pouvoir fiscal s'étend sur les territoires géographiques les plus étendus entre lesquels le pays peut être partagé à des fins politiques ou administratives. Il existe, dans quelques pays plusieurs niveaux d'administration entre l'administration centrale et les plus petites institutionnelles d'administration au niveau local; dans ce cas, pour les besoins de sectorisation du Système, ces niveaux intermédiaires d'administration sont

regroupés avec le niveau d'administration - le niveau de l'Etat fédéré ou le niveau local - avec lequel ils sont le plus étroitement associés.

- 4.127. Les administrations d'Etats fédérés peuvent posséder ou contrôler des sociétés comme le fait l'administration centrale. De même, elles peuvent avoir des unités engagées dans la production marchande, auquel cas ces unités doivent être traitées comme des quasi-sociétés si leur exploitation et leur comptabilité le justifient. Il peut également exister des systèmes de sécurité sociale au niveau des Etats fédérés: ils sont traités comme des unités institutionnelles distinctes.

Les administrations locales (S.1313)

- 4.128. Le sous-secteur des administrations locales comprend les administrations locales qui sont des unités institutionnelles distinctes, ainsi que les institutions sans but lucratif qui sont contrôlées et principalement financées par des administrations locales. En principe, les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques. L'étendue de leur pouvoir est généralement beaucoup plus limitée que celui de l'administration centrale ou des administrations régionales, et elles peuvent, ou non, être habilitées à prélever des impôts sur les unités institutionnelles qui résident sur leur territoire. Elles dépendent souvent beaucoup de soutiens ou de transferts provenant des niveaux supérieurs d'administration, et il leur arrive également d'agir dans une certaine mesure en qualité d'agents des administrations centrales ou régionales. Toutefois, pour être traitées comme des unités institutionnelles, elles doivent avoir le droit de posséder des actifs, de se procurer des ressources financières et de prendre des

engagements en empruntant en leur nom propre; de même, elles doivent disposer d'une certaine latitude dans l'utilisation de ces ressources. Elles doivent également avoir la capacité de choisir leurs propres fonctionnaires, indépendamment du contrôle administratif externe. Le fait qu'elles puissent également agir, dans une certaine mesure, en qualité d'agents de l'administration centrale ou de l'administration d'Etats fédérés ne les empêche pas d'être traitées comme des unités institutionnelles distinctes, à condition qu'elles puissent également se procurer et dépenser certaines ressources financières de leur propre initiative et sous leur propre responsabilité.

- 4.129. Comme il s'agit des unités des administrations publiques qui sont le plus étroitement en contact avec les unités institutionnelles qui résident dans leur localité, elles fournissent typiquement aux résidents locaux un large éventail de services, dont certains sont parfois financés par des transferts provenant des niveaux d'administration plus élevés. Les règles applicables au traitement de la production de biens ou de services sont les mêmes pour les administrations locales que pour l'administration centrale et les administrations d'Etats fédérés. Les unités comme les théâtres municipaux, les musées, les piscines, etc., qui offrent des biens ou des services sur une base marchande doivent être traitées comme des quasi-sociétés quand cela est justifié. Les unités qui proposent des services, comme les services d'éducation ou de santé, sur une base non marchande restent partie intégrante de l'administration locale à laquelle elles appartiennent.

Les administrations de sécurité sociale (S.1314)

- 4.130. Le sous-secteur des administrations de sécurité sociale comprend les administrations de sécurité

sociale opérant à tous les niveaux des administrations publiques. Comme c'est expliqué au paragraphe 4.111 ci-avant, les administrations de sécurité sociale sont des systèmes de sécurité sociale couvrant l'ensemble de la collectivité ou d'importants sous-ensembles de la collectivité qui sont rendus obligatoires et contrôlés par des administrations publiques.

5. La deuxième variante de la sous-sectorisation

4.131. Cette variante consiste à regrouper les administrations de sécurité sociale opérant à chaque niveau d'administration avec les administrations publiques et les ISBL contrôlées et financées par les administrations correspondantes de ce niveau. Les deux variantes de sous-sectorisation sont conçues pour répondre à des besoins d'analyse différents. Le point de savoir laquelle convient le mieux dans un pays donné ne peut pas être décidé a priori. Cela dépend de l'organisation et de l'importance des administrations de sécurité sociale et du degré d'indépendance dont dispose leur direction par rapport aux administrations publiques auxquelles elles se trouvent associées. Si la gestion des administrations de sécurité sociale dépend fortement des impératifs à court ou moyen terme de la politique économique générale, au point que les cotisations et les prestations sont délibérément adaptées aux buts de la politique économique globale, il devient difficile, sur le plan conceptuel, d'établir une distinction nette entre la gestion de la sécurité sociale et les autres fonctions économiques de l'administration. Il arrive aussi que, dans certains pays, les administrations de sécurité sociale existent sous une forme très rudimentaire. Dans l'un comme l'autre des cas, il est difficile de traiter les administrations de sécurité sociale comme un sous-secteur distinct à égalité avec l'administration centrale, les administrations d'Etats fédérés et les administrations locales; il vaut alors mieux utiliser la

seconde variante de sous-sectorisation, dans laquelle elles sont regroupées avec les administrations publiques correspondantes à chaque niveau d'administration.

Système de comptabilité nationale 1993, **paragraphe 4.104, page 107.**

4.104. Il est possible de définir les administrations publiques comme des types particuliers d'entités juridiques, instituées par décision politique, qui exercent un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles dans un espace donné. En tant qu'unités institutionnelles, leurs principales fonctions consistent à assumer la responsabilité de fournir des biens et des services à la collectivité ou aux ménages individuels, en les finançant par l'impôt ou d'autres recettes; à redistribuer le revenu et la richesse au moyen de transferts; et à s'engager dans une production non marchande. En termes généraux:

a) Une administration publique a en général le pouvoir de lever des fonds, en percevant des impôts ou d'autres transferts obligatoires sur les autres unités institutionnelles. Pour satisfaire à la définition des unités institutionnelles du Système, une administration publique - que ce soit au niveau de la nation, de la région ou de la localité - doit disposer de ressources financières propres, obtenues en taxant d'autres unités ou reçues d'autres administrations publiques sous forme de transferts, et du pouvoir de disposer d'une partie ou de la totalité de ces ressources pour atteindre ses objectifs politiques. Elle doit également pouvoir emprunter des fonds de sa propre initiative;

b) Les administrations publiques effectuent typiquement trois sortes différentes de dépenses finales:

i) La première catégorie de dépenses comprend les dépenses, effectives ou imputées, de fourniture gratuite à la collectivité de services collectifs, comme l'administration des affaires publiques, la défense, l'application de la loi, la santé publique, etc., qui, du fait de la défaillance du marché, doivent être collectivement organisés par l'administration et financés par la fiscalité générale ou d'autres recettes;

ii) La deuxième catégorie comprend les dépenses effectuées pour fournir individuellement aux ménages des biens ou des services, gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Ces dépenses sont réalisées délibérément et, même si les particuliers peuvent avoir à payer selon leur consommation, elles sont financées sur les impôts ou d'autres recettes par les pouvoirs publics, dans le cadre de leurs objectifs sociaux ou politiques;

iii) La troisième catégorie de dépenses comprend les transferts versés à d'autres unités institutionnelles, principalement les ménages, en vue de redistribuer le revenu ou la richesse.

Annexe 3: Liste des documents sectoriels

	<i>Année</i>	<i>Référence</i>
New Technology in Banking and Insurance: Relative Provisions and Collective Agreements (Edith Epstein)	1985	SAP 4.1/WP.1
The Socio-Economic Implications of Structural Changes in Plantations in Asian Countries (K.N. Sircar, J.P. Sajhau, A. Navamukundan, R. Sukarja) ¹	1985	SAP 2.1/WP.2
The Socio-Economic Implications of Structural Changes in Plantations in African Countries (J.A. Lugogo, L.A. Msambichaka and M.S.D. Bagachwa, J.A. Dadson, K. Tano)	1986	SAP 2.2/WP.3
Las implicaciones socioeconómicas de los cambios estructurales en las plantaciones de países de América latina y del Caribe (E. Torres-Rivas, M. Chiriboga, T.F. Clarke)	1986	SAP 2.3/WP.4
The Formulation and Implementation of Housing Policy in Sri Lanka: The origin and implications of the "Million Houses Programme" (Marni Pigott)	1986	SAP 2.4/WP.5
Labour and Social Effects of Restructuring in the Iron and Steel Industry (Oleg Stepanov)	1986	SAP 1.1/WP.6
The Teller and the Terminal: The Effects of Computerisation on the Work and on the Employment of Bank Tellers (Michael Bell)	1988	SAP 4.2/WP.7
Social and Economic Effects of El Cerrejon Coal Project in Colombia (James Jonish)	1987	SAP 2.5/WP.8
Income of Workers in the Hotel, Catering and Tourism Sector (A. Faymann)	1987	SAP 6.1/WP.9

¹ Out of print

Social and Labour Effects of Computer-Aided Design and Computer-Aided Manufacturing (CAD/CAM), (Karl-H. Ebel and Erhard Ulrich)	1987	SAP 1.2/WP.10
La participation des femmes aux coopératives (D. Mavrogiannis)	1987	SAP 5.1/WP.11
La mobilisation de l'épargne rurale par les institutions de type coopératif et son impact sur le développement local dans sept pays africains - synthèse de sept études de cas : Burkina Faso, Cameroun, Egypte, Nigeria, Rwanda, Togo, Zimbabwe (Gilbert Renard)	1987	SAP 5.2/WP.12
Rural Savings Mobilisation by Co-operative Institutions and its Impact on Local Development in Seven African Countries - Synthesis of Seven Case Studies: Burkina Faso, Cameroon, Egypt, Nigeria, Rwanda, Togo, Zimbabwe (Gilbert Renard)	1988	SAP 5.2/WP.12
Coopératives à buts multiples dans les régions rurales des pays en développement (Albert Benjacov) ²	1987	SAP 5.3/WP.13
Social and Economic Conditions in Plantation Agriculture in Kenya - Proceedings of a Tripartite Workshop organised by the International Labour Office at Egerton University College, Njoro, Kenya, 4 - 8 May 1987 (J.P. Sajahau)	1988	SAP 2.6/WP.14
Productivity and its Impact on Employment and on the Working and Living Conditions of Iron and Steel Workers (Oleg Stepanov)	1988	SAP 1.3/WP.15
Social and Economic Implications of Tea Processing - The Experiences of India and Kenya (B. Sivaram and G.A. Orao Obura)	1989	SAP 2.7/WP.16
Economic and Social Implications of Sugar Cane Processing in Developing Countries (T. Hannah, International Sugar Organization)	1989	SAP 2.8/WP.17
Social and Labour Consequences of Economic and Technological Change in Civil Aviation (A. Gil)	1989	SAP 2.9/WP.18

² Out of print

Les implications socio-économiques de la transformation primaire du coton en Afrique francophone (M. de Sahb)	1989	SAP 2.10/WP.19
Socio-economic Implications of Primary Processing of Plantation Crops in Malaysia. Rubber and Palm-oil (M. N. Navamukundan)	1989	SAP 2.11/WP.20
Production, Employment and Wages in the Coffee Processing Sector of Brazil (G. Maia Gomes)	1989	SAP 2.12/WP.21
Social and Labour Aspects of Urban Passenger Transport in Selected African Countries (A. Gil)	1989	SAP 2.13/WP.22
Petroleum Training in Algeria and Nigeria (J. McLin)	1989	SAP 2.14/WP.23
Training and Technological Development in the Petroleum Sector: The cases of Norway and Brazil (Jan Erik Karlsen and Henrique Rattner)	1989	SAP 2.15/WP.24
Les coopératives et l'auto-assistance mutuelle face à la pauvreté urbaine dans les pays en développement (C. Jacquier)	1989	SAP 5.4/WP.25
Female Participation in the Construction Industry (J. Wells)	1990	SAP 2.16/WP.26
The Social Protection of Artists and Performers: The Situation in Selected Industrialised Countries (Jean-Pierre Dumont, Annie-Paule Gollot and Francis Kessler)	1990	SAP 4.3/WP.27
La protection sociale des artistes: la situation dans quelques pays industriels (Jean-Pierre Dumont, Annie-Paule Gollot et Francis Kessler)	1990	SAP 4.3/WP.27
Technological Change in the Iron and Steel Industry and its Effect on Employment and Training (S. Moinov)	1990	SAP 2.17/WP.28

Workers' Housing Co-operatives in Turkey: A Qualitative Evaluation of the Movement (A. S. Ozüekren)	1990	SAP 2.18/WP.29
Socio-Economic Conditions in Plantations in India. Proceedings of a National Tripartite Workshop (International Labour Office)	1990	SAP 2.19/WP.30
L'emploi dans l'industrie pétrolière (Inès Lemarie et Christophe Barret)	1990	SAP 2.20/WP.31
Les tendances de l'emploi, de la production et du commerce dans la filière textile: situation actuelle et perspectives (Marcel de Sahb)	1990	SAP 2.21/WP.32
The Role of Petroleum Industries in Promoting National Development: Report of a Latin American Regional Symposium (Laura Randall)	1990	SAP 2.22/WP.33
The Internationalisation of Print: Trends, Socioeconomic Impact and Policy (Richard McArthur)	1990	SAP 2.23/WP.34
The Problems of Women Teachers in Technical and Vocational Education in Kenya, Tanzania and Zambia: an Exploratory Report (Kathleen Lynch)	1990	SAP 4.4/WP.35
Safety and Health Problems in Small and Medium Scale Textile Enterprises in Five Developing Countries (L. Li)	1990	SAP 2.24/WP.36
The Status of Women Teachers in Southern Africa (Catherine Gaynor)	1990	SAP 4.5/WP.37
Socio-Economic Conditions in Plantations in Tanzania: Proceedings of a National Tripartite Workshop organised by the International Labour Office at Morogoro, 23-27 April 1990 (Edited by J.P. Sajahau)	1990	SAP 2.25/WP.38

Adjustment and Restructuring in Plantations: The Case of Sugar-cane in Mauritius and Negros Occidental (Philippines) (J.M. Paturau (Mauritius) and T.S. Untalan (Negros Occidental)	1990	SAP 2.26/WP.39
The communication of phonograms to the public: Remuneration of performers and producers (Pierre Chesnais)	1991	SAP 4.6/WP.40
Iron and Steel Producers: Fourteen of the Smaller Players (Stephan Moinov)	1991	SAP 2.27/WP.41
Professional and Managerial Staff: Their Place in the Labour Relations System of Canada and the United States (Michael Bendel)	1991	SAP 4.7/WP.42
Producers' Small Scale Industrial Co-operatives Some Case Studies from Developing Countries (Malcolm Harper)	1991	SAP 5.5/WP.43
La condition de l'artiste (André Nayer and Suzanne Capiiau)	1991	SAP 4.8/WP.44
Gestion des ressources humaines dans le secteur public: Réflexion méthodologique à partir de l'étude de quelques projets de coopération technique conduits par le Bureau international du Travail (Joël Cauden et José Trouvé)	1991	SAP 4.9/WP.45
Labour Market Flexibility: The Challenge Facing Senior Medical Officers in New Zealand (Ian Powell)	1991	SAP 4.10/WP.46
Crise et assainissement des services publics africains. Le cas des services de fourniture d'eau et d'électricité et des transports au Cameroun, Niger et Sénégal (Patrick Plane)	1991	SAP 4.11/WP.47
Manpower Aspects of Restructuring Railways in Developing Countries: A synthesis of six country case studies (A. Silverleaf)	1991	SAP 2.28/WP.48

Negotiating technological and structural change in Australia Post (R. Lansbury)	1992	SAP 4.12/WP.49
Women in scientific research in Australia: A case study (C. Macpherson)	1992	SAP 4.13/WP.50
Global information processing: The emergence of software services and data entry jobs in selected developing countries (S. Mitter and R. Pearson)	1992	SAP 4.14/WP.51
The construction industry in Brazil: Surviving the transition to a more competitive market (H. Zylberstajn)	1992	SAP 2.29/WP.52
Human resource management issues in developing country public enterprises (petroleum/chemical sectors) (D.G.M. Cheshire)	1992	SAP 2.30/WP.53
The restructuring of the Japanese National Railways: Effects on labour and management (S. Watanabe)	1992	SAP 2.31/WP.54
El sector bancario argentino: El impacto de los cambios tecnologicos y estructurales sobre el trabajo y el empleo (J.C. Neffa)	1993	SAP 4.15/WP.55
An industry steels itself for change (S. Moinov)	1993	SAP 2.32/WP.56
Un atout pour la santé: La rémunération du personnel infirmier (A. Brihaye)	1993	SAP 4.16/WP.57
Les conditions d'emploi des travailleurs des plantations: Compte-rendu d'un atelier tripartite national (P. Egger)	1993	SAP 2.33/WP.58
Ajustement structurel, politiques agricoles et efforts d'adaptations paysannes en Côte d'Ivoire (M. Allechi, Y. Affou, D. Ngaresseum)	1993	SAP 2.34/WP.59
White-collar unionism in selected European countries: Issues and prospects (E. Kassalow)	1993	SAP 4.17/WP.60

Les enjeux des services bancaires: hommes, techniques et marchés (J. D'Alançon)	1993	SAP 4.18/WP.61
Occupational Safety and Health in the Food and Drink Industries (Shizue Tomoda)	1993	SAP 2.35/WP.62
Employed or Self-Employed? Contract Labour in the British Construction Industry (Julian Birch)	1993	SAP 2.36/WP.63
The effects of technological and structural changes on employment in major Irish banks (Noelle Donnelly)	1993	SAP 4.19/WP.64
La banque française en mutation: marché, profession, organisation, culture (E. Blaustein, M. Dressen)	1993	SAP 4.20/WP.65
Nurses' pay: A vital factor in health care (A. Brihaye)	1993	SAP 4.21/WP.66
Part-time and temporary employees in the Public Service in Japan (Seiichiro Hayakawa)	1993	SAP 4.22/WP.67
La situación de las mujeres docentes en centroamérica: Hacia la igualdad de oportunidades y de trato (Mafalda Sibille Martina)	1994	SAP 4.23/WP.68
Por la remuneración equitativa del personal de enfermería (A. Brihaye)	1994	SAP 4.24/WP.69
Privatization of public services and public utilities (C. Oestmann)	1994	SAP 4.25/WP.70
Les droits syndicaux des cadres: Une perspective internationale (Claire Dupont-Sakharov et Laure Frexinós)	1995	SAP 4.26/WP.71
Consequences for Management and Personnel of the Reorganization of Railways in the Russian Federation - 1990-1992 (Irene Valkova)	1994	SAP 2.37/WP.72

Trends and Perspectives in the Nursing Profession (Christine Hancock, James Buchan, Phil Gray; Cécile Fontaine; Sholom Glouberman; Tom Keighley)	1995	SAP 4.27/WP.73
Trade union rights of managerial staff: An international perspective (Claire Dupont-Sakharov and Laure Frexinos)	1995	SAP 4.28/WP.74
Los derechos sindicales del personal dirigente: una perspectiva internacional (Claire Dupont-Sakharov and Laure Frexinos)	1995	SAP 4.29/WP.75
Productivity, employment and industrial relations in coal mines Two case studies from the Czech Republic and the Russian Federation (Edited by Norman S. Jennings)	1994	SAP 2.38/WP.76
Productivity, employment and industrial relations in coal mines Three case studies from China, India and Zimbabwe (Edited by Norman S. Jennings)	1994	SAP 2.39/WP.77
Productivity, employment and industrial relations in coal mines Three case studies from Australia, United Kingdom, United States (Edited by Norman S. Jennings)	1994	SAP 2.40/WP.78
Atmospheric pollution control: How much of a threat to coal? (Sonja Boehmer-Christiansen)	1994	SAP 2.41/WP.79
Job satisfaction and decentralization: The effects of systemic change on Swedish comprehensive school teachers from 1988 to 1993 (Roger Ellmin)	1995	SAP 4.30/WP.80
Contract labour in Malaysian plantation, construction and sawmilling industries: A survey report (Lee Kiong Hock and A. Sivananthiran)	1995	SAP 2.42/WP.81
Sectoral trends in world employment (Jaroslaw Wieczorek)	1995	SAP 2.43/WP.82

Les femmes enseignantes dans l'enseignement technique et professionnel au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal: Une étude comparative (Soledad Perez)	1995	SAP 4.31/WP.83
Occupational stress and burn-out of teachers: A review (Tom Cox and Amanda Griffiths)	1995	SAP 4.32/WP.84
Gender and employment on sugar cane plantations in Tanzania (Marjorie Mbilinyi with Ave Maria Semakafu)	1995	SAP 2.44/WP.85
Various forms of employment in the food and drink industries (Shizue Tomoda)	1995	SAP 2.45/WP.86
L'ajustement dans le secteur public et la gestion des ressources humaines: le cas du Sénégal (Abdoul Aziz Tall)	1995	SAP 4.33/WP.87
Privatization in Mauritius: Semi-privatization, Counter-privatization and Closure (P. Ujoodha)	1995	SAP 4.34/WP.88
L'ajustement structurel dans le secteur public et la gestion des ressources humaines: Le cas du Mali (Mohamed Moustapha Sissoko)	1995	SAP 4.35/WP.89
Document d'orientation sur les politiques de privatisation du secteur public (Alain Adérito Sanches)	1995	SAP 4.36/WP.90
Women workers in manufacturing, 1971-91 (Shizue Tomoda)	1995	SAP 2.46/WP.91
Adjustment in the public sector and management of human resources in Mauritius (Raj Mudhoo)	1995	SAP 4.37/WP.92
Privatization in the iron and steel industry (Stephan Moinov)	1995	SAP 2.47/WP.93
Privatization and human resource issues in the Caribbean sugar industry (Clive Y. Thomas)	1995	SAP 2.48/WP.94

Foreign labour in the Malaysian construction industry (A.-R. Abdul-Aziz)	1995	SAP 2.49/WP.95
Recherche de la productivité et rentabilité dans le secteur bancaire: théorie, pratiques et conséquences sur la gestion des ressources humaines (Edgar Blaustein et Marnix Dressen)	1995	SAP 4.38/WP.96
Proceso de privatización en Argentina y Brasil: Consecuencias en materia de mercado de trabajo y desempeño empresarial Practicas utilizadas para el ajuste de personal (Enrique Saravia)	1995	SAP 2.50/WP.97
Deregulation of Road Freight Transport: Labour Implications (Yukari Suzuki)	1996	SAP 2.51/WP.98
Improving working conditions and increasing profits in forestry (Kiki Johansson and Bernt Strehlke)	1996	SAP 2.52/WP.99
ILO industrial committees and sectoral activities: An institutional history (Edward Weisband)	1996	SAP 2.53/WP.100
Productivity improvement and labour relations in the tea industry in South Asia (B. Sivaram)	1996	SAP 2.54/WP.101
Egalité des chances entre les hommes et les femmes des catégories cadres et professionnelles (J. Laufer)	1996	SAP 4.39/WP.102
Health care personnel in Central and Eastern Europe (J. Healy/C. Humphries)	1996	SAP 4.40/WP.103
Safety and health of meat, poultry and fish processing workers (S. Tomoda)	1996	SAP 2.55/WP.104
Labour migration in the construction industry in Latin America and the Caribbean (Edmundo Werna)	1996	SAP 2.56/WP.105

Foreign construction workers in Singapore - School of building & estate management - The National University of Singapore (George Ofori)	1996	SAP 2.57/WP.106
Ethique des affaires dans les industries THC (textile, habillement, chaussures): Les codes de conduite (J.P. Sajhau)	1997	SAP 2.58/WP.107
Health Care Personnel in Central and Eastern Europe (Russian version) (J. Healy/C. Humphries)	1997	SAP 4.41/WP.108
Responsible Care and related voluntary initiatives to improve enterprise performance on health, safety and environment in the chemical industry (Kevin Munn)	1997	SAP 2.59/WP.109
Business ethics in the textile, clothing and footwear (TCF) industries: Codes of Conduct (J.P. Sajhau)	1997	SAP 2.60/WP.110
Trayectoria de modernización y calificación en la industria siderúrgica: Perspectivas para el Siglo 21 Estudio de caso de una planta en México (Andrés Hernández, Anselmo García y Leornad Mertens)	1997	SAP 2.61/WP.111
Steel in the new millennium: Nine case studies (Edited by Norman S. Jennings)	1997	SAP 2.62/WP.112
People, Forest and Sustainability: Social Elements of Sustainable Forest Management in Europe (Proceedings)	1997	SAP 2.63/WP.113
Strategies to reach the top for women in management: Perspectives from ASEAN (Sieh Lee Mei Ling)	1997	SAP 4.42/WP.114
The impact of climate change policies on employment in the coalmining industry (Cain Polidano)	1997	SAP 2.64/WP.115
Breaking through the glass ceiling: Women in management in Poland (Anna Fotyga) (forthcoming)	1998	SAP 4.43/WP.116

Rompiendo el techo de cristal: las mujeres en puestos de dirección en Argentina (A.M. Mass, M.A. Saez, S. García y L. Cukierman) (forthcoming)	1998	SAP 4.44/WP.117
Breaking through the glass ceiling: Women in management in Argentina (A.M. Mass, M.A. Saez, S. García and L. Cukierman) (forthcoming)	1998	SAP 4.45/WP.118
Environmental protection and its employment effects on miners in small and artisanal mines in Zimbabwe (Marilyn Carr, David Laurence and Richard Sivotwa)	1998	SAP 2.65/WP.119
The impact of globalization on the construction industry Activities of contractors and workers across borders (Ryo Kawano)	1998	SAP 2.66/WP.120
The machinery, electrical and electronic industries in numbers (Maryke Dessing and Olivier Mutter)	1998	SAP 2.67/WP.121
The Dutch flower sector: Structure, trends and employment (Paul Elshof)	1998	SAP 2.68/WP.122
Indigenous peoples and oil development: reconciling conflicting interests (Manuela Tomei)	1998	SAP 2.69/WP.123
Current trends in the flexible organization of working time in Germany: A survey of recent internal agreements in the engineering industry (Christiane Lindecke and Steffen Lehndorff)	1998	SAP 2.70/WP.124
Survival of the flexible in the global economy: Employment security and shopfloor re-organization in two Massachusetts metalworking firms (Bob Farrant)	1998	SAP 2.71/WP.125
The impact of flexible labour market arrangements in the Australian metals and engineering industries (J. Buchanan)	1998	SAP 2.72/WP.126
Employment and industrial relations issues in the cigarette manufacturing industry (Miriam Szapiro)	1998	SAP 2.73/WP.127
Agrarian transition in Viet Nam (Vali Jamal and Karel Jansen)	1999	SAP.2.74/WP.128

Employment and working conditions in the Colombian flower industry (Stefano Farné)	1999	SAP 2.75/WP.129
Small-scale gold mining: Examples from Bolivia, Philippines & Zimbabwe (Edited by Norman S. Jennings)	1999	SAP 2.76/WP.130
Estudio sobre reestructuración portuaria - impacto social Puerto de Buenos Aires (Argentina) (Martín Sgut)	1999	SAP 3.1/WP.131
Estudio sobre reestructuración portuaria - impacto social Puerto de Valparaíso (Chile) (Rodrigo García Bernal)	1999	SAP 3.2/WP.132
Estudio sobre reestructuración portuaria - impacto social Puerto de Buenaventura (Colombia) (Gerardo Solano Gomez y Nazly Fontalvo de Zapata)	1999	SAP 3.3/WP.133
Estudio sobre reestructuración portuaria - impacto social Puerto del Callao (Perú) (Manuel Mogollón Venegas)	1999	SAP 3.4/WP.134
Estudio sobre reestructuración portuaria - impacto social Puerto de Veracruz (México) (Jaime R. Sanchez Diéz)	1999	SAP 3.5/WP.135
L'industrie du textile-habillement en Tunisie: Les besoins des chefs d'entreprise et les conditions de travail des femmes dans les PME (Riad Meddeb)	1999	SAP 2.77/WP.136
Child labour in small-scale mining: Examples from Niger, Peru, & Philippines (Edited by Norman Jennings)	1999	SAP 2.78/WP.137
Employment and working conditions in the Ecuadorian flower industry (Zonia Palán & Carlos Palán)	1999	SAP 2.79/WP.138
The world cut flower industry:Trends and prospects (Gijsbert van Liemt)	1999	SAP 2.80/WP.139
Le travail des enfants dans les petites exploitations minières du Niger: cas des sites de natron, de sel, de gypse et d'orpillage (Alfa Soumaila)	1999	SAP 2.81/WP.140

Trabajo infantil en el centro minero artesanal de Mollehuaca - Huanuhuanu - Arequipa - Perú (Zoila Martínez Castilla)	1999	SAP 2.82/WP.141
Estudio monográfico sobre la explotación minera pequeña - Ejemplo de San Simón (Bolivia) (Thomas Hentschel, Diógenes Roque y Evelyn Taucer)	1999	SAP 2.83/WP.142
Statistiques de l'emploi dans le secteur public: Méthodologie, structures et tendances (Messaoud Hammouya)	1999	SAP 2.84/WP.143
Statistics on Public Sector Employment Methodology, Structures et Trends (Messaoud Hammouya)	1999	SAP 2.84/WP.144